

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[2007/203289]

19 JUILLET 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon complétant, par l'inscription de zones d'espaces verts aux lieux-dit "Fosse d'Hautrage", carrière "Villerot-village" et carrière "Culot", l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 décidant la mise en révision du plan de secteur de Mons-Borinage et adoptant l'avant-projet de révision en vue de l'inscription d'une zone d'extraction en extension de la zone d'extraction de la carrière "le Danube", sur le territoire de la commune de Saint-Ghislain (planches 45/2 et 45/6)

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 19, 22, 23, 25, 32, 37, 42 à 46;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 novembre 1983 établissant le plan de secteur de Mons-Borinage, notamment modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 1991 portant sur l'inscription du tracé de la ligne électrique aérienne H.T. 150-30 Kv entre les postes "Air Liquide" et "Baudour", par les arrêtés du Gouvernement wallon du 26 juin 1997 portant sur l'inscription d'une zone spécifique pour un centre de thermalisme à Baudour et l'inscription d'une zone de services sur le site du campus universitaire, l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} avril 1999 portant sur l'inscription d'une zone de services publics et d'équipements communautaires marquée de la surimpression C.E.T. visant à accueillir l'implantation et l'exploitation d'un centre d'enfouissement technique et l'inscription d'une zone d'espaces verts, l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 octobre 2002 autorisant l'extension de la Sablière SA Laurent et l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 portant sur l'inscription d'une zone d'activité économique mixte sur le territoire de la commune de Mons, au lieu-dit "Vieille Haine", la désaffectation partielle de la zone d'activité économique industrielle de Ghlin-Baudour sur le territoire des communes de Mons (Jemappes), de Quaregnon et de Saint-Ghislain (Baudour), la désaffectation de la zone d'activité économique mixte de Gronde sur le territoire de la commune de Saint-Ghislain (Baudour), et la désaffectation de la zone d'activité économique mixte du Culot sur le territoire de la commune de Quaregnon (Wasmuel);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 du Gouvernement wallon décidant la mise en révision du plan de secteur de Mons-Borinage en vue de l'inscription d'une zone d'extraction et adoptant l'avant-projet de révision du plan de secteur de Mons-Borinage (planche 45/2) portant sur l'inscription d'une zone d'extraction en extension de la zone d'extraction de la carrière "le Danube" sur le territoire de la commune de Saint-Ghislain et la carte signée figurant l'avant-projet de plan de secteur modificatif, partie intégrante de cet arrêté;

Considérant les modifications intervenues à l'article 46 du Code suite à l'entrée en vigueur du décret du 3 février 2005 de relance économique et de simplification administrative, imposant dorénavant que l'inscription d'une nouvelle zone destinée à l'urbanisation soit compensée par une modification équivalente d'une zone existante destinée à l'urbanisation en zone non destinée à l'urbanisation ou par toute compensation alternative définie par le Gouvernement;

Considérant la proposition du Collège de la ville de Saint-Ghislain du 24 avril 2006 de retenir au titre de compensation planologique le transfert en zone d'espaces verts des quelque 9,4 hectares de la zone d'aménagement communal concerté dite "Fosse d'Hautrage";

Considérant que les terrains de la ZACC sont situés à proximité de la réserve naturelle "Pré de Grand Rieu" et qu'ils présentent des milieux participant au réseau écologique;

Vu le plan communal de développement de la nature de la ville de Saint-Ghislain qui conclut l'intérêt de maintenir ces milieux au vu du rôle important qu'ils jouent dans le maillage vert;

Considérant que, lors de l'étude menée dans le cadre de l'élaboration du programme communal de mise en œuvre des zones d'aménagement différé (PCZAD), la ZACC "Fosse d'Hautrage" a été proposée en priorité 3 car son urbanisation à court terme conduirait à l'éclatement du bâti du village sans pouvoir s'intégrer directement dans une dynamique de revitalisation de son centre;

Considérant que le PCZAD avait déjà recensé les sensibilités de la zone que sont, d'une part, la présence de deux ruisseaux et, d'autre part, la présence des Prés de Grand Rieu qui sont protégés en tant que zone Natura 2000, dénommée "Vallée de la Haine en aval de Mons" (BE 32017), et zone humide d'intérêt biologique;

Considérant que les carrières "Villerot-village" et "Culot" sont d'anciennes argilières inexploitées depuis des années et inexploitées actuellement au vu de contraintes techniques et environnementales, ainsi que de l'absence de rentabilité économique;

Considérant que le schéma de structure de la ville de Saint-Ghislain approuvé définitivement par le conseil communal le 23 mai propose l'inscription de ces deux zones d'extraction en zones d'espaces verts;

Vu le permis de lotir délivré le 24 août 1973 à Emile Robert-Meunier dérogeant au plan de secteur de Mons-Borinage qui autorise la construction de trois habitations le long de la rue de Sirault;

Considérant que différents permis d'urbanisme mis en œuvre dans les délais concrétisent le permis de lotir;

Considérant qu'il convient de compléter l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 précité par l'introduction de ces compensations planologiques et l'inscription de la zone d'habitat;

Considérant que, pour des raisons de lisibilité, il est également proposé de remplacer le plan adopté par le Gouvernement wallon le 4 décembre 2003 par un nouveau plan reprenant simultanément l'inscription de la zone d'extraction, des zones d'espaces verts et de la zone d'habitat sur le territoire de la commune de Saint-Ghislain;

Considérant que la présente révision du plan de secteur n'a pas fait l'objet d'une adoption provisoire et que les mesures transitoires prévues à l'article 101 du décret RESA, entré en vigueur le 11 mars 2005 et permettant de poursuivre les procédures précédemment en vigueur, ne trouvent pas à s'appliquer;

Considérant que le cahier des charges adopté par le Ministre de l'Aménagement du Territoire le 2 octobre 2003 doit être adapté pour se conformer au nouveau contenu obligatoire des études d'incidences repris à l'article 42, alinéa 2;

Considérant par ailleurs que cette étude d'incidences doit comporter l'évaluation des incidences de l'inscription de compensations planologiques, à savoir l'inscription en zones d'espaces verts de la ZACC "Fosse d'Hautrage" et des deux carrières "Villerot-village" et "Culot";

Considérant que l'inscription de la zone d'habitat le long de la rue de Sirault ne vise qu'à entériner une situation existante en droit et en fait, constitue une modification mineure du plan de secteur au sens de l'article 3, 3°, de la Directive 2001/42/CE du 17 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programme sur l'environnement et qu'elle n'est pas susceptible d'avoir un impact non négligeable sur l'environnement;

Considérant que le projet de contenu de l'étude d'incidences, joint en annexe au présent avant-projet de plan explicite le contenu général des études d'incidences de plans présenté à l'article 42, alinéa 2, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, tout en l'adaptant aux spécificités du dossier;

Considérant que ce projet de contenu d'étude d'incidences ainsi complété doit être soumis pour avis à la Commission régionale d'aménagement du territoire, au Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable et qu'ils disposent d'un délai de 30 jours pour se prononcer sur l'ampleur et la précision des informations que l'étude doit contenir;

Considérant que l'étude d'incidences portant sur l'avant-projet de révision de plan adopté le 4 décembre 2003, réalisée par le bureau IGRETEC, devra être complétée après adoption définitive de son contenu;

Sur proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 décidant la révision du plan de secteur de Mons-Borinage et adoptant l'avant-projet de révision du plan en vue de l'inscription d'une zone d'extraction en extension de la zone d'extraction de la carrière "le Danube" sur le territoire de Saint-Ghislain est remplacé par la disposition suivante :

"Il y a lieu de mettre en révision le plan de secteur de Mons-Borinage en vue de l'inscription d'une zone d'extraction en extension de la zone d'extraction de la carrière "le Danube", de zones d'espaces verts en lieu et place de la ZACC "Fosse d'Hautrage", de la zone d'extraction située à la carrière "Villerot-village" et d'une partie de la zone de la carrière "Culot" ainsi que d'une zone d'habitat sur une bande de 50 m le long de la rue du Sirault dans la carrière "Culot", sur le territoire de la commune de Saint-Ghislain (planches 45/2 et 45/6)."

Art. 2. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 décidant la révision du plan de secteur de Mons-Borinage et adoptant l'avant-projet de révision du plan en vue de l'inscription d'une zone d'extraction en extension de la zone d'extraction de la carrière "le Danube" sur le territoire de Saint-Ghislain est remplacé par la disposition suivante :

"L'avant-projet de révision du plan en vue de l'inscription d'une zone d'extraction en extension de la zone d'extraction de la carrière "le Danube" de zones d'espaces verts aux lieux-dit "Fosse d'Hautrage", carrière "Villerot-village" et, pour partie, carrière "Culot", le solde de la carrière "Culot" étant affecté en zone d'habitat, est adopté conformément au plan ci-annexé. (planches 45/2 et 45/6)".

Art. 3. Le plan joint à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 est remplacé par le plan ci-annexé.

Art. 4. Le Ministre du Développement territorial est chargé de soumettre le projet de contenu de l'étude d'incidences joint en annexe, portant sur l'inscription de la zone d'extraction arrêtée précédemment et sur l'inscription des zones d'espaces verts introduites par le présent arrêté, à l'avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire, section aménagement normatif, et du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable, conformément à l'article 42, alinéa 4 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, et de le représenter au Gouvernement, éventuellement adapté, pour adoption définitive.

Namur, le 19 juillet 2007.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ANNEXE

PROJET DE CONTENU DE L'ETUDE D'INCIDENCES DE PLAN DE SECTEUR

1. Ampleur

L'inscription de la zone d'habitat est dispensée de l'étude d'incidences.

2. Degré de précision des informations

Le cahier spécial des charges retenu ci-dessous constitue un document-type dont le degré de précision est considéré comme suffisant au regard de l'article 42 du Code.

Une attention toute particulière sera apportée aux éléments suivants :

- * les sites Natura 2000 situés à proximité de l'extension de la zone d'extraction
- * le réseau hydrographique local

PHASE I

Introduction

L'introduction a pour but de replacer l'étude d'incidences dans son contexte et vise notamment à clarifier la procédure pour le public.

1. Rappel de la procédure de révision d'un plan de secteur - Articles 42 à 46 du CWATUP

2. Avant-projet de révision du plan de secteur adopté par le Gouvernement wallon y compris les mesures d'atténuation relatives à la mise en œuvre du projet (art. 42, 1^o)

3. Acteurs de la révision du plan de secteur**3.1. Décideur**

Gouvernement wallon représenté par le Ministre ayant l'Aménagement du Territoire dans ses attributions.

3.2. Initiateur de la demande

Promoteur du projet, société ou personne physique exploitant le site carrier. Organigramme de la société (notamment quand plusieurs filiales, ou plusieurs sociétés dans un groupe). Préciser la (les) personne(s) de contact et ses (leurs) coordonnées.

3.3. Auteur de l'étude d'incidences

Bureau d'études agréé : préciser les catégories et la durée des agréments, les différentes personnes qui ont collaboré à l'étude en spécifiant leurs compétences. Préciser la (les) personne(s) de contact et ses (leurs) coordonnées.

4. Contraintes potentielles relevées par l'administration

Il s'agit des contraintes relevées par l'administration sur la base de l'analyse de la situation de droit et de fait, ainsi que sur la base des différents avis réceptionnés à ce stade de la procédure (CBE, CCAT, MET, DGA, DGRNE - DNF, DE, DPA -, CRAT, CWEDD, CRAEC, CRMSF, les sociétés de distribution d'eau, Elia, SNCB, Défense nationale,...).

* * *

Chapitre I^{er}. — Description de l'avant-projet de plan

- **1. Objet de la révision de plan de secteur (art. 42, 1^o)**

Localisation et superficie de la (des) zone(s) d'extraction (ou autres zones et/ou périmètre(s) prévu(s) à l'article 40 du Code) inscrite(s) à l'avant-projet de plan, en ce compris les compensations planologiques.

- **localisation exacte (province, commune(s), lieu-dit, rue, n^o de planche IGN, coordonnées Lambert) et illustration sur cartes routière et topographique (1/50 000 et 1/10 000) + orthophotoplan au 1/10 000;**

- **parcelles cadastrales concernées par la révision de plan de secteur reportées sur fond IGN au 1/10 000 et 1/25 000, préciser la superficie totale propriété du demandeur, copie des accords de mise à disposition des terrains, ...;**

- affectations au plan de secteur (actuelles et projetées) (cartes 1/10 000 et 1/25 000), préciser les superficies des zones dont l'affectation change (y compris les périmètres prévus à l'article 40 du Code). Le cas échéant, préciser les prescriptions supplémentaires prévues (cf. article 41 du Code).

- Description géologique du gisement visé par la révision du plan de secteur.

Situation régionale (bassin ou massif structural);

Gisement (lithologie, âge, formation, membre, puissance totale et puissance valorisée, structure des couches (pendage et direction), nature et épaisseur de la couverture... - joindre un extrait de la carte géologique la plus récente; établir au moins une coupe géologique au droit de la future exploitation; joindre les résultats de forages et - ou de prospection géophysique, les résultats d'analyses physico-chimiques ou tout autre élément relatif à la qualité du gisement à exploiter)

Contraintes géotechniques (karst, accidents tectoniques (fractures et failles), hydrogéologie, anciens travaux miniers.

- Projet d'exploitation envisagé.

Production (détailler les produits de la carrière et préciser les quantités (en tonnes ou mètres cubes), une éventuelle croissance prévue, préciser les valorisations actuelles et ou projetées (nouveaux produits) y compris pour les stériles (expliquer les utilisations et applications));

Techniques d'extraction et de traitement de la roche (flow-sheet de l'exploitation);

Phasage de l'occupation (en ce compris la gestion des stériles, des eaux d'exhaure et le réaménagement);

Infrastructures projetées (dans le périmètre de l'avant-projet et en-dehors).

•

- **2. Identification et explicitation des objectifs de la révision de plan de secteur (art. 42, 1^o)**

Il s'agit d'une mise en évidence et d'une compréhension des objectifs du Gouvernement visés dans l'arrêté d'avant-projet de plan.

Il ne s'agit pas d'un recopiage, ni d'une interprétation.

•

• **3. Analyse critique de la compatibilité des objectifs de l'avant-projet au regard des plans et programmes pertinents** (art. 42, 1°)

Cette analyse doit comporter, entre autre, la vérification de la compatibilité des objectifs de l'avant-projet avec les enjeux présentés dans les documents régionaux réglementaires et d'orientation, à savoir le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, ainsi que les différents plans et programmes, tels le Schéma de Développement de l'Espace régional, le Plan d'Environnement pour le Développement durable, le Contrat d'Avenir pour la Wallonie actualisé, ...

Il ne s'agit pas ici de résumer les objectifs desdits documents régionaux mais bien d'analyser les objectifs de l'avant-projet au regard de ces documents.

•

Chapitre II. — Justification socio-économique de l'extension ou de la création d'une zone d'extraction au plan de secteur

Ce chapitre vise à vérifier si les terrains inscrits en zone d'extraction au plan de secteur au sein d'un territoire pertinent (à identifier) permettent de répondre à la demande et à identifier les principaux impacts socio-économiques de la révision du plan de secteur (art. 42, 2°)

1. Evaluation du besoin

1.1. Caractéristiques du produit

Spécificités, valeur ajoutée et usages du produit, identification des produits concurrents ou de substitution et des avantages et inconvénients comparatifs du produit considéré par rapport aux produits concurrents, type de transport utilisé et part des transports dans le coût du produit.

1.2 Evaluation de la demande

Il s'agit ici d'évaluer les perspectives de production de l'exploitant en fonction des perspectives du marché du matériau extrait.

1.2.1. Marché global du matériau : situation actuelle et perspectives de développement

○ Evaluer les débouchés actuels (effectifs et potentiels) du matériau extrait en fonction de ses divers usages (préciser le cas échéant l'intérêt patrimonial de la roche extraite) et de l'échelle du marché (l'aire de chalandise), du local à l'international. Si l'exercice est pertinent, citer et localiser sur une carte les principales entreprises actuellement clientes (effectives et potentielles) et l'intérêt qu'elles peuvent tirer de la mise en exploitation du site; dans le cas contraire, cartographier et caractériser l'aire de chalandise.

- Evolution du marché dans les 30 prochaines années : On prendra notamment en considération l'évolution des usages du produit, le développement des produits de substitution et l'évolution prévisible des coûts de transport.

1.2.2. Position occupée par l'entreprise sur le marché (actuel et futur)

- Identification de la concurrence tant régionale qu'internationale extrayant le même matériau et s'adressant à la même aire de chalandise (localiser chacun des sites concurrents sur une carte)

- Estimation de la part relative de l'entreprise dans le marché défini ci-dessus.

- Perspectives de croissance de l'entreprise en fonction de l'évolution du marché et des perspectives de production des entreprises concurrentes (prendre également en considération les demandes de révision de plan de secteur).

1.2.3. Conclusion sur les perspectives de production de l'entreprise à 30 ans.

1.3 Evaluation des potentialités du P.S

Il s'agira ici d'évaluer les potentialités qu'offre le plan de secteur en vigueur pour répondre tant quantitativement que qualitativement à la demande validée au point 1.2.3

Cette évaluation se fera en deux temps.

○ Dans un premier temps, on examinera la zone d'extraction actuellement exploitée.

○ Dans un second temps, on examinera les zones d'extraction correspondant à un gisement de même nature, inscrites au plan de secteur au sein de l'aire de chalandise déterminée précédemment, ne correspondant pas aux perspectives de développement des entreprises concurrentes identifiées au point 1.2.2.

Pour chacun de ces sites, qui seront localisés sur une carte, il y aura lieu de préciser les caractéristiques du gisement : qualité des roches (analyses physico-chimiques disponibles ou labels de qualité), réserves estimées (expliquer les méthodes de calcul) et exploitabilité.

Il y aura également lieu de vérifier l'accessibilité du site et la présence des infrastructures nécessaires, la possibilité d'exploiter en fonction des principales occupations du sol (effets d'incompatibilité de l'activité extractive avec les autres occupations du sol et les activités humaines) ainsi que la localisation du site par rapport à l'exploitation existante et aux entreprises clientes actuelles et futures.

1.4. Conclusion sur l'évaluation des besoins.

Il s'agit ici de conclure sur la nécessité d'étendre ou de créer une zone d'extraction au plan de secteur au sein de la zone de chalandise identifiée.

2. Impacts socio-économiques.

Il s'agit ici d'estimer l'activité économique induite (tant en amont qu'en aval) par l'exploitation, l'emploi direct et indirect créé et les retombées financières générées (taxes, redevances,...).

* * *

**Chapitre III. — Validation de la localisation de l'avant-projet
Identification et analyse des variantes de localisation**

Il s'agit ici, à l'échelle de l'aire de chalandise, de valider ou non la localisation de l'avant-projet :

• **au regard des options régionales qui s'appliquent à ce territoire;**

• **en fonction des critères de localisation identifiés au point 1.3.**

et, s'il échet, de rechercher des variantes de localisation au sein de ce territoire (art. 42, 11°)

1. Transcription spatiale des grandes options régionales.

Il s'agit de transcrire, sur le territoire constituant l'aire de chalandise, les options prévues par les documents régionaux d'orientation (SDER, PEDD, Contrat d'Avenir, plans stratégiques transversaux,...).

2. Explicitation des principaux critères de localisation répondant aux objectifs de l'avant-projet tels que validés au point 3 du chapitre I^{er}

On examinera en tous cas les éléments suivants :

2.1. Caractéristiques du gisement : qualité des roches (analyses physico-chimiques disponibles ou labels de qualité), réserves estimées (expliquer les méthodes de calcul) et exploitabilité.

2.2. Localisation du site par rapport à l'exploitation existante et aux entreprises clientes actuelles et futures.

2.3. Accessibilité

2.4. Présence d'infrastructures nécessaires.

2.5. Possibilités d'exploitation en fonction des principales occupations du sol (effets d'incompatibilité de l'activité extractive avec les autres occupations du sol et les activités humaines)

3. Validation de la localisation de l'avant-projet

Il s'agit ici de vérifier que la localisation de l'avant-projet n'entre pas en contradiction avec les options régionales identifiées au point 1. et respecte les critères de localisation explicités au point 2.

4. Recherche et présentation d'alternatives de localisation à l'avant-projet

Il s'agit ici de rechercher des alternatives de localisation à l'avant-projet en appliquant au territoire de l'aire de chalandise les critères de localisation dégagés au point 2. en tenant compte des options régionales identifiées au point 1.

Ces variantes de localisation seront brièvement présentées

5. Sélection d'alternatives de localisation

Il s'agit ici de comparer l'avant-projet et les variantes de localisation au regard :

- des options régionales
 - des critères de localisation
 - des potentialités et contraintes humaines, socio-économiques et environnementales du territoire de l'aire de chalandise
 - des coûts de mise en œuvre à charge de la collectivité
- et de sélectionner une ou plusieurs variantes de localisation

Si aucune alternative de localisation ne répond mieux aux critères de localisation que l'avant-projet, il n'y a pas lieu de sélectionner d'alternative.

6. Compensation planologique

Validation de l'opportunité de la localisation des compensations planologiques au regard des besoins économiques, sociaux, environnementaux et patrimoniaux ainsi que de la situation existante de fait.

Proposition d'alternatives de localisation s'il échet.

* * *

PHASE II.

Chapitre IV. — *Identification et analyse des contraintes et potentialités des sites de l'avant-projet et des variantes de localisation*

• 1. Description du cadre réglementaire

1.1. Zones et périmètres d'aménagement réglementaires

1.1.1. Niveau régional (plan de secteur, règlement régional d'urbanisme, plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique, règlement général sur les bâtisses en site rural, ...)

1.1.2. Niveau communal (plan particulier d'aménagement, plan communal d'aménagement, plan communal d'environnement pour le développement durable, plan communal de développement de la nature, schéma de structure communal, règlement communal d'urbanisme, plan communal général d'égouttage, ...)

1.2. Biens soumis à une réglementation particulière

1.2.1. Faune et flore (statut juridique des bois et forêts, parc naturel, réserves naturelles, périmètres Natura 2000, sites d'intérêt communautaire (ZSC), habitats naturels (Décret du 6/12/2001) et espèces d'intérêt communautaire, ...) (art. 42, 5°)

1.2.2. Activités humaines (statut juridique des voiries et voies de communication, réseau RAVeL, industries et équipements à risque majeur SEVESO, ...) (art. 42, 6°)

1.3. Périmètres d'autorisation à restriction de droits civils (lotissements existants, périmètres ayant fait l'objet d'une intervention du Fonds des calamités, biens immobiliers soumis au droit de préemption, biens immobiliers soumis à l'expropriation pour cause d'utilité publique, ...)

1.4. Périmètres inhérents aux politiques d'aménagement opérationnel (périmètres de remembrement, de revitalisation urbaine, de rénovation urbaine, zones d'initiatives privilégiées, ...)

1.5. Sites patrimoniaux et archéologiques (monuments et sites classés, y compris les fouilles archéologiques, patrimoine monumental de Belgique, liste des arbres et haies remarquables, ...)

6. Contraintes environnementales (cavités souterraines d'intérêt scientifique, zones humides d'intérêt biologique, contrats de rivière, zones naturelles sensibles, sites de grand intérêt biologique, zones de protection spéciale de l'avifaune, périmètres d'intérêt paysager, périmètres de prévention rapprochée, éloignée et de surveillance des captages, zones vulnérables des principaux aquifères, ...)

7. Situation réglementaire de l'exploitation (permis et autorisations couvrant l'activité actuelle, demandes en cours, éventuelles infractions au plan de secteur et/ou au(x) permis, ...) si l'avant-projet porte sur son extension.

- **2. Description des caractéristiques humaines et environnementales du territoire concerné** (art. 42, 3°)

L'étendue de ce territoire sera adaptée suivant les caractéristiques envisagées. Elle sera spécifiée et argumentée point par point par le bureau d'études.

- 2.1. **Caractéristiques humaines**

- 2.1.1. **Cadre bâti - Biens matériels et patrimoniaux** : structure urbanistique et morphologie architecturale du bâti et des espaces publics, patrimoine culturel (sites et biens classés, zones protégées, ...), carte des densités et pôles de développement
- 2.1.2. **Infrastructures et équipements publics aériens et souterrains** (les voiries, les voies ferrées, les lignes électriques HT et THT, les lignes téléphoniques, les canalisations souterraines, ...) + cartographie et évolution des capacités
- 2.1.3. **Activités humaines** (nature et caractéristiques des activités actuelles et potentielles dont l'agriculture, les activités touristiques, les équipements socioculturels sensibles tels que home, école, crèche, hôpital, autres occupations humaines ou industrielles (Seveso) sensibles, ...)

- 2.2. **Caractéristiques environnementales**

- 2.2.1. **Géologie** (A développer si nécessaire)
- 2.2.2. **Pédologie** (caractérisation du type de sol, qualité et rareté, joindre un extrait de la carte pédologique)
- 2.2.3. **Hydrologie et hydrogéologie** (bassin versant, sous-bassin, catégories de cours d'eau, plans d'eau, carte hydrogéologique, nappe aquifère (préciser le type), piézométrie, captages, zones vulnérables, zones de protection et de surveillance, zones de contrainte environnementale, ...)
- 2.2.4. **Topographie et paysages** (géomorphologie et périmètres d'intérêt paysager, point ou ligne de vue ADESA, vision du paysage à partir du site et du site à partir des alentours + photographies, ...)
- 2.2.5. **Air et climat** (données disponibles sur la qualité de l'air au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, les plus proches, pose de jauges Owen, données climatiques, direction des vents dominants, sur base des relevés de la station météorologique la plus proche, prélèvements et analyses d'air, écrans naturels, vallées encaissées, situations particulières, ...)

6. Bruits et vibrations (sources et niveaux actuels (étude acoustique) au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, et des zones de risque technologique les plus proches, données existantes ou mesurées, préciser les lieux de mesures, les dates et les heures)

7. Faune et flore (inventaire et description des espèces et des habitats, biotopes particuliers, biotopes aquatiques et palustres, présence éventuelle d'espèces et/ou de milieux protégés)

- **3. Conclusion sur l'analyse des contraintes et potentialités des sites** (art. 42, 3°)

* * *

Chapitre V. — *Identification des effets probables de la mise en œuvre du projet sur l'homme et l'environnement*

Il s'agit de mettre en évidence les contraintes et les incidences non négligeables probables (effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long terme, permanents et temporaires tant positifs que négatifs) sur l'homme et l'environnement. (art. 42, 8°)

Lorsque la mise en œuvre de la (des) zone(s) d'extraction est phasée, les effets doivent être déterminés aux différents stades de cette mise en œuvre.

Une distinction est effectuée entre les impacts sur le site concerné par l'avant-projet ou la variante de localisation et les impacts sur les zones voisines.

Cette analyse doit être menée pour le site de l'avant-projet et des variantes de localisation.

- 1. **Impacts sur la qualité de vie** (santé, sécurité, hygiène, ...)

- 1.1. **Cadre bâti** (relation du projet avec l'agglomération existante et les propriétés riveraines, compatibilité avec les schémas de développement éventuels, avec les équipements et l'infrastructure existants)
- 1.2. **Impacts sur les biens matériels et le patrimoine culturel** (monuments et sites classés et fouilles archéologiques, fissures dans les bâtiments, atteintes à la stabilité des bâtiments, disparition ou dégradation de chemins communaux et voiries, canalisation souterraines (eau, électricité, gaz, téléphone, ...), lignes électriques, ...)
- 1.3. **Charroi** (direct et indirect - nombre de camions par jour, itinéraire, charge utile, effets sur le réseau autoroutier, les infrastructures et les flux de mobilité, ...)
- 1.4. **Tirs de mines** (vibrations au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, et des zones de risque technologique les plus proches, effets de site, ...)
- 1.5. **Bruit** (au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, les plus proches)
- 1.6. **Air et climat** (poussières - installation de jauges Owen -, formation de brouillards, odeurs, ...)
- 1.7. **Topographie et paysages** (pendant et après l'activité extractive, établir des photos de synthèse)

2. **Impacts sur les activités humaines** (activités touristiques, activités SEVESO, activités agricoles, forestières, ...) (art. 42, 9°)

3. **Impacts sur le sol et le sous-sol** (karst, travaux miniers, glissement de terrain, érosion, ou autres contraintes géotechniques, ...)

- 4. **Impacts sur l'hydrogéologie et l'hydrologie**

- 4.1. **Modification du régime hydrogéologique** (rabattement de nappe, tassement du sol, influence sur les captages et le réseau hydrographique, ...)
- 4.2. **Modification du régime hydrologique** (débit et charge des cours d'eau, inondations suite au rejet d'eaux d'exhaure, disparition/apparition de zones humides, ...)
- 4.3. **Mobilisation des ressources en eau potabilisable**

- 5. **Impacts sur la faune, la flore, la biodiversité**

Pendant et après la mise en œuvre du projet, altérations et pertes d'habitats faunistiques et d'écosystèmes, impacts potentiels sur les espèces et habitats d'espèces, d'intérêt communautaire, périmètres Natura 2000, ... (législation sur la conservation de la nature et directives européennes 79/409/CEE et 92/43/CEE)

6. Interaction entre ces divers facteurs**7. Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable** (art. 42, 4°)

Il s'agit d'identifier, au regard des points 1 à 6 précédents, les zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable, de préciser les caractéristiques environnementales de ces zones et d'indiquer comment ces caractéristiques risquent d'être modifiées par le projet.

* * *

Chapitre VI. — Examen des mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les effets négatifs et pour renforcer ou augmenter les effets positifs de l'avant-projet ou des variantes de localisation**1. Présentation des variantes de délimitation et de mise en œuvre** (art. 42, 11°)

Les variantes de délimitation sont des variations du contour des zones.

Les variantes de mise en œuvre correspondent par exemple à :

- une précision des affectations des zones;
- un phasage de l'occupation;
- des équipements techniques ou des aménagements particuliers; ...

A l'échelle du périmètre d'influence, les fondements pour l'identification des variantes de délimitation et des variantes de mise en œuvre sont :

- répondre aux objectifs de l'avant-projet;
- répondre au prescrit du CWATUP (article 1^{er}, § 1^{er}) et des autres documents régionaux réglementaires ou d'orientation;
- utiliser au mieux les potentialités et contraintes du territoire : minimiser les impacts négatifs et favoriser les impacts positifs sur les plans social, économique et environnemental.

2. Mesures à mettre en œuvre (art. 42, 10°)

Pour chacune des variantes, sont identifiées les mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les impacts négatifs sur l'environnement et renforcer ou augmenter les impacts positifs.

Si de telles mesures sont présentes dans l'avant-projet, il s'agit de vérifier leur adéquation avec les objectifs de la révision et avec les particularités du milieu. Au besoin, de nouvelles prescriptions peuvent être ajoutées.

2.1. Ajustement du zonage réglementaire (y compris les périmètres prévus à l'article 40 du Code), en ce compris les zones constituant la compensation planologique.

2.2. Etablissement de prescriptions supplémentaires

Parmi ces prescriptions supplémentaires peuvent se trouver (article 41 du CWATUP) :

- o une précision des affectations de la (des) zone(s);
- o la réalisation d'un plan communal d'aménagement;
- o le phasage de l'occupation de la (des) zone(s);
- o la réversibilité des affectations s'il n'y a pas de mise en œuvre après un laps de temps;

* * *

2.3. Détermination d'équipements techniques et d'aménagements particuliers**4. Efficacité estimée de ces mesures et impacts résiduels non réductibles****3. Vérification de la prise en compte des objectifs pertinents de la protection de l'environnement humain et naturel dans le cadre de la révision du plan de secteur** (art. 42, 7°)

Les objectifs de protection de l'environnement à prendre en compte couvrent au moins les thèmes suivants : la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs.

Il s'agit des objectifs de protection de l'environnement " pertinents " pour le plan en question. La pertinence d'un objectif s'apprécie en fonction des incidences notables probables du plan sur l'environnement tel que défini ci-dessus.

Les objectifs de protection de l'environnement à prendre en compte sont ceux qui ont été établis au niveau international, communautaire ou des Etats membres.

En ce qui concerne le niveau communautaire, ces objectifs pourront être dégagés notamment du sixième programme d'action communautaire pour l'environnement, mais également des différentes directives européennes telles que la directive-cadre eau.

Toutefois, dans l'hypothèse où les objectifs établis sur le plan international ou européen ont été incorporés dans des objectifs fixés au niveau national, régional ou local, la prise en compte de ces derniers suffit.

4. Evolution probable de la situation environnementale si le plan n'est pas mis en œuvre (art. 42, 3°)

Il s'agit de préciser l'évolution probable des caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable (voir chapitre V, point 7) en cas d'absence de révision du plan de secteur.

* * *

Chapitre VII. — Justifications, recommandations et suivi de la mise en œuvre du plan**1. Justification et comparaison de l'avant-projet et des différentes variantes de délimitation et de mise en œuvre** (art. 42, 11°)

La justification s'effectue sur base de l'article 1^{er}, § 1^{er}, du CWATUP et de l'analyse des précédents chapitres.

Sous forme de tableau, la comparaison se base au minimum sur les éléments ci-dessus : impacts (tant positifs que négatifs) sur le milieu, mesures d'atténuation des impacts à mettre en œuvre, impacts résiduels.

Rappeler quelles sont les principales potentialités et contraintes du projet de révision du plan de secteur.

Conclusions sur la demande et le cas échéant, énoncer des recommandations.

2. Mesures envisagées pour assurer le suivi de la mise en œuvre du plan de secteur (art. 42, 13°)

Il s'agit de lister les impacts non négligeables, de proposer des indicateurs de suivi de ces impacts, leur mode de calcul ou de constat, les données utilisées et leur source, ainsi que leurs valeurs-seuils.

L'auteur peut donner des conseils sur des points à étayer dans le dossier de demande de permis et dans l'étude d'incidences du projet.

* * *

Chapitre VIII. — Description de la méthode d'évaluation et des difficultés rencontrées**1. Présentation de la méthode d'évaluation et des difficultés rencontrées (art. 42, 12°)**

Il s'agit de décrire les éléments spécifiques de la méthode d'évaluation et de préciser les difficultés rencontrées, notamment dans la collecte des informations et les méthodes d'évaluation des besoins.

2. Limites de l'étude (art. 42, 12°)

L'auteur de l'étude précise les points qui n'ont pas pu être approfondis et qui pourraient éventuellement l'être dans de futures études d'incidences.

* * *

Bibliographie

* * *

Résumé non technique

Table des matières, suivie de la liste des cartes, figures et photos (avec le numéro de page où elles se trouvent).

Le résumé non technique est un document indépendant qui comporte un maximum de 30 pages de texte. Il est illustré de cartes, de figures et de photos en couleur.

Ce document doit résumer l'étude d'incidences de plan et la traduire dans un langage non technique de façon à la rendre compréhensible pour un public non averti, et doit favoriser la participation des citoyens à l'enquête publique.

Les effets positifs, négatifs et les mesures d'atténuation (recommandations) proposées seront présentés sous forme de tableau synthétique.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2007 complétant, par l'inscription de zones d'espaces verts aux lieux-dit "Fosse d'Hautrage", carrière "Villerot-village" et carrière "Culot", l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 décembre 2003 décidant la mise en révision du plan de secteur de Mons-Borinage et adoptant l'avant-projet de révision en vue de l'inscription d'une zone d'extraction en extension de la zone d'extraction de la carrière "le Danube", sur le territoire de la commune de Saint-Ghislain (planches 45/2 et 45/6).

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[2007/203289]

19. JULI 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ergänzung, durch die Eintragung von Grüngebieten in den Ortslagen "Fosse d'Hautrage", Steinbruch "Villerot-village" und Steinbruch "Culot" des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003, durch den beschlossen wurde, dass der Sektorenplan Mons-Borinage einer Revision zu unterziehen ist, und durch den der Vorentwurf der Revision zwecks Eintragung eines Abbaugebiets als Erweiterung des Abbaugebiets der Steingrube "Le Danube" auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Ghislain (Karten 45/2 und 45/6) angenommen wurde.

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere der Artikeln 19, 22, 23, 25, 32, 37, 42 bis 46;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. November 1983 zur Festlegung des Sektorenplans Mons-Borinage, insbesondere abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. März 1991 über die Eintragung der Trasse der elektrischen Freileitung H.T. 150-30 Kv zwischen den Posten "Air Liquide" et "Baudour", durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 26. Juni 1997 über die Eintragung eines spezifischen Gebiets zur Errichtung eines Thermalzentrums in Baudour und über die Eintragung eines Gebiets für Dienstleistungen auf dem Universitätscampus, den Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. April 1999 zwecks der Eintragung eines mit dem Überdruck "C.E.T." versehenen Gebiets für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen zur Ansiedlung und Bewirtschaftung eines technischen Vergrabungszentrums und zwecks Eintragung eines Grüngebiets, den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Oktober 2002 zur Genehmigung der Erweiterung der Sandgrube SA Laurent und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. April 2004 zwecks der Eintragung eines gemischten Gewerbegebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Mons am Ort genannt "Vielle-Haine", der teilweisen Stilllegung des industriellen Gewerbegebiets "Ghlin-Baudour" auf dem Gebiet der Gemeinden Mons (Jemappes), Quaregnon und Saint-Ghislain (Baudour), der Stilllegung der gemischten Gewerbegebiete "Gronde" auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Ghislain (Baudour) und der Stilllegung der gemischten Gewerbegebiete "Le Culot" auf dem Gebiet der Gemeinde Quaregnon (Wasmuel);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003, durch den beschlossen wird, dass der Sektorenplan Mons-Borinage zwecks Eintragung eines Abbaugebiets einer Revision zu unterziehen ist, und zur Annahme des Vorentwurfs der Revision des Sektorenplans Mons-Borinage (Karte 45/2) zwecks Eintragung eines Abbaugebiets als Erweiterung des Abbaugebiets der Steingrube "Le Danube" auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Ghislain und der unterzeichneten Karte, die den Vorentwurf des abgeänderten Sektorenplans darstellt und Bestandteil dieses Erlasses ist;

In Erwägung der Abänderungen von Artikel 46 des Gesetzbuches infolge des Inkrafttretens des Dekrets vom 3. Februar 2005 zur Ankurbelung der Wirtschaft und zur administrativen Vereinfachung, kraft deren insbesondere die Eintragung jedes neuen zur Verstädterung bestimmten Gebiets dadurch ausgeglichen wird, dass ein bestehendes, zur Verstädterung bestimmtes Gebiet in ein nicht zur Verstädterung bestimmtes Gebiet in gleichem Maße verändert wird, oder durch jegliche von der Regierung bestimmte alternative Ausgleiche ausgeglichen wird;

In Erwägung des Vorschlags des Kollegiums der Stadt Saint-Ghislain vom 24. April 2006, die Übertragung der ca. 9,4 ha vom Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung genannt "Fosse d'Hautrage" auf ein Grüngebiet als raumplanerischer Ausgleich zu wählen;

In der Erwägung, dass die Gelände des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung in der Nähe der Naturreserve "Pré de Grand Rieu" gelegen sind, und dass sie Lebensräume umfassen, die dem europäischen ökologischen Netz gehören;

Aufgrund des kommunalen Naturförderungsplans der Stadt Saint-Ghislain, in dem schlussgefolgert wird, dass diese Lebensräume angesichts ihrer wichtigen Rolle in der grünen Vermaschung zu erhalten sind;

In der Erwägung, dass bei der im Rahmen der Erstellung des gemeindlichen Programms zur Verwertung der Bauerwartungsgebiete (PCZAD) durchgeführten Studie, das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung "Fosse d'Hautrage" mit dem Vorrang 3 vorgeschlagen worden war, da seine kurzfristige Verstärkung zur Zersiedlung des Dorfs führen würde, ohne sich direkt in eine Dynamik zur Wiederbelebung dessen Zentrums eingliedern zu können;

In der Erwägung, dass der PCZAD die Empfindlichkeiten des Gebiets bereits aufgelistet hatte, d.h. einerseits das Vorhandensein von zwei Bächen und andererseits das Vorhandensein der "Prés de Grand Rieu", die als Natura 2000-Gebiete genannt "Vallée de la Haine en aval de Mons" (BE 32017) und als biologisch wertvolles Feuchtgebiet unter Schutz stehen;

In der Erwägung, dass die Steinbrüche "Villerot-village" und "Culot" ehemalige Tongruben sind, die seit Jahren stillgelegt und heute angesichts der technischen und umweltbezogenen Belastungen sowie der fehlenden wirtschaftlichen Rentabilität nicht bewirtschaftbar sind;

In der Erwägung, dass das am 23. Mai endgültig genehmigte Strukturschema der Stadt Saint-Ghislain die Eintragung dieser beiden Abbaugebiete als Grüngelände vorschlägt;

Aufgrund der am 24. August 1973 Herrn Emile Robert-Meunier erteilten Parzellierungsgenehmigung, die in Abweichung vom Sektorenplan Mons-Borinage den Bau von drei Wohnhäusern entlang der Straße "rue de Sirault" genehmigt;

In der Erwägung, dass verschiedene fristgerecht eingesetzte Städtebaugenehmigungen die Parzellierungsgenehmigung konkretisieren;

In der Erwägung, dass es Anlass besteht, den vorgenannten Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003 durch die Einführung dieser raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen und die Eintragung des Wohngebiets zu ergänzen;

In der Erwägung, dass es aus Gründen der Lesbarkeit ebenfalls vorgeschlagen wird, den am 4. Dezember 2003 von der Wallonischen Regierung angenommenen Plan durch einen neuen Plan zu ersetzen, der die Eintragung des Abbaugebiets, der Grüngelände und des Wohngebiets auf dem Gebiet der Gemeinde Saint Ghislain gleichzeitig aufnimmt;

In der Erwägung, dass die vorliegende Revision des Sektorenplans nicht vorläufig angenommen wurde, und dass die in Artikel 101 des am 11. März 2005 verabschiedeten RESA-Dekrets vorgesehenen Übergangsbestimmungen zur Weiterführung der vorher geltenden Maßnahmen keine Anwendung finden;

In der Erwägung, dass das am 2. Oktober 2003 vom Minister der Raumordnung angenommene Lastenheft angepasst werden muss, um mit dem in Artikel 42, Absatz 2 aufgeführten neuen vorgeschriebenen Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfungen in Übereinstimmung zu stehen;

In der Erwägung außerdem, dass diese Umweltverträglichkeitsprüfung die Einschätzung der Auswirkungen der Eintragung dieser raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen enthalten muss, nämlich die Eintragung als Grüngelände des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung "Fosse d'Hautrage" und der zwei Steinbrüche "Villerot-village" und "Culot";

In der Erwägung, dass die Eintragung des Wohngebiets entlang der Straße "rue de Sirault" lediglich darauf abzielt, eine bestehende Sach- und Rechtslage zu bestätigen, eine geringe Abänderung des Sektorenplans im Sinne von Artikel 3, 3°, der Richtlinie 2001/42/EG vom 17. Juni 2001 über die Prüfung der Umweltauswirkungen bestimmter Pläne und Programme darstellt, und keine bedeutsamen Auswirkungen auf die Umwelt haben soll;

In der Erwägung, dass der als Anlage zum vorliegenden Erlass beigefügte Inhaltsentwurf der Umweltverträglichkeitsprüfung den in Artikel 42, Absatz 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe dargestellten allgemeinen Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfungen erläutert, wobei er der Spezifitäten der Maßnahme angepasst wird;

In der Erwägung, dass dieser derart ergänzte Inhaltsentwurf der Umweltverträglichkeitsprüfung dem Regionalausschuss für Raumordnung, dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung zur Begutachtung vorgelegt werden muss, und dass sie über eine Frist von 30 Tagen verfügen, um über den Umfang und die Genauigkeit der Informationen, die in der Umweltverträglichkeitsprüfung enthalten sein müssen, Stellung zu nehmen;

In der Erwägung, dass die durch das Planungsbüro IGRETEC durchgeführte Umweltverträglichkeitsprüfung über den am 4. Dezember 2003 angenommenen Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans nach endgültiger Annahme deren Inhalt zu ergänzen sein wird;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003, durch den beschlossen wurde, dass der Sektorenplan Mons-Borinage einer Revision zu unterziehen ist, und durch den der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans zwecks Eintragung eines Abbaugebiets als Erweiterung des Abbaugebiets der Steingrube "Le Danube" auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Ghislain angenommen wurde, wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Es gibt Anlass, den Sektorenplan Mons-Borinage einer Revision zu unterziehen, zwecks der Eintragung von einem Abbaugebiet als Erweiterung des Abbaugebiets des Steinbruchs "Le Danube", von Grüngeländen anstelle des Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung "Fosse d'Hautrage", des in dem Steinbruch "Villerot-village" gelegenen Abbaugebiets und eines Teils des Gebiets des Steinbruchs "Culot", sowie von einem Wohngebiet auf einem Streifen von 50m entlang der "rue de Sirault" in dem Steinbruch "Culot" auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Ghislain (Karten 45/2 und 45/6)."

Art. 2 - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003, durch den beschlossen wurde, dass der Sektorenplan Mons-Borinage einer Revision zu unterziehen ist, und durch den der Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans zwecks Eintragung eines Abbaugebiets als Erweiterung des Abbaugebiets der Steingrube "Le Danube" auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Ghislain angenommen wurde, wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Der Vorentwurf der Revision des Sektorenplans zwecks Eintragung eines Abbaugebiets als Erweiterung des Abbaugebiets des Steinbruchs "Le Danube", von Grüngeländen an den Ortslagen "Fosse d'Hautrage", am Steinbruch "Villerot-village" und teilweise am Steinbruch "Culot", wobei dem Rest des Steinbruchs "Culot" die Zweckbestimmung als Wohngebiet zugewiesen wird, wird gemäß dem beigefügten Plan angenommen (Karten 45/2 und 45/6)."

Art. 3 - Der dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003 beigefügte Plan wird durch den beiliegenden Plan ersetzt.

Art. 4 - Der Minister der Ländlichen Entwicklung wird damit beauftragt, den als Anlage beigefügten Inhaltentwurf der Umweltverträglichkeitsprüfung betreffend die vorher beschlossene Eintragung des Abbaugebiets und die durch den vorliegenden Erlass eingeführte Eintragung von Grüngeländen dem Regionalausschuss für Raumordnung, Abteilung Normative Planung, und dem Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung gemäß Artikel 42, Absatz 4 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe zur Begutachtung vorzulegen, und ihn ggf. nach Anpassung der Regierung zur endgültigen Annahme erneut vorzulegen.

Namur, den 19. Juli 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

ANLAGE

ENTWURF ZUM INHALT DER UMWELTVERTRÄGLICHKEITSPRÜFUNG FÜR DEN SEKTORENPLAN

1. Umfang

Die Eintragung des Wohngebiets wird von der Umweltverträglichkeitsprüfung befreit.

2. Genauigkeit der Informationen

Das nachstehend in Betracht gezogene Lastenheft stellt ein Musterdokument dar, dessen Genauigkeitsgrad in Anbetracht des Artikels 42 des Gesetzbuches als ausreichend angesehen wird.

Besondere Aufmerksamkeit wird den folgenden Elementen geschenkt werden:

Die in der Nähe der Erweiterung des Abbaugebiets gelegenen Natura 2000-Gebiete das lokale hydrographische Netz

PHASE I

Einleitung

Die Einleitung hat zum Zweck, die Umweltverträglichkeitsprüfung wieder in ihren Kontext einzusetzen und zielt insbesondere darauf ab, das Verfahren für die Öffentlichkeit zu klären

1. Erinnerung des Verfahrens zur Revision eines Sektorenplans - Artikel 42 bis 46 des CWATUP

2. Durch die Regierung angenommener Vorentwurf zur Revision des Sektorenplans, einschließlich der Maßnahmen zur Verringerung der Auswirkungen bezüglich der Durchführung des Projekts (Art. 42, 1^o)

3. Beteiligte in der Revision des Sektorenplans

3.1. Entscheidungsträger

Die Wallonische Regierung, vertreten durch den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört.

3.2. Initiator des Antrags

Projekträger, Gesellschaft oder natürliche Person, die das Gelände mit dem Steinbruch bewirtschaftet. Organigramm der Gesellschaft (insbesondere im Falle mehrerer Tochtergesellschaften oder mehrerer Gesellschaften in einer Gruppe). Die Kontaktperson(en) und ihre Personalien bitte angeben.

3.3. Umweltverträglichkeitsprüfer

Zugelassenes Planungsbüro: die Kategorien und Dauer der Zulassungen, die verschiedenen Personen, die an der Umweltverträglichkeitsprüfung mitgearbeitet haben, und deren Kompetenzen bitte angeben. Die Kontaktperson(en) und ihre Personalien bitte angeben.

4. Durch die Verwaltung festgestellte potentielle Belastungen

Es handelt sich um von der Verwaltung festgestellte Belastungen auf der Grundlage der Analyse der bestehenden Sach- und Rechtslage sowie auf der Grundlage der verschiedenen, in diesem Stadium des Verfahrens eingegangenen Gutachten (von dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium, dem kommunalen Beratungsausschuss für Raumordnung, dem Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen, der Generaldirektion der Landwirtschaft, der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt - Abteilung Natur und Forstwesen, Abteilung Wasser, Abteilung Vorbeugung und Genehmigungen - dem Regionalausschuss für Raumordnung, den Wasserversorgungsgesellschaften, Elia, der Nationalgesellschaft der belgischen Eisenbahnen, der Landesverteidigung, usw.).

* * *

Kapitel I. — Beschreibung des Vorentwurfs des Plans

• 1. Gegenstand der Revisionen der Sektorenpläne (Art.42, 1^o)

Lokalisierung und Fläche des(der) Abbaugebiets(e) (oder sonstigen Gebiete und/oder Perimeter, die in Artikel 40 des Gesetzbuches vorgesehen sind), die im Vorentwurf des Plans (einschließlich der raumplanerischen Ausgleichsmaßnahmen) eingetragenen sind:

• **Genaue Lokalisierung (Provinz, Gemeinde(n), Ortslage, Straße, Nr. der NGI- Karte, Lambert-Koordinate) und Abbildung auf Straßen- und topographischer Karte (1/50 000 und 1/10 000) + Orthophotoplan i.M. 1/10 000;**

• **Die durch die Revision des Sektorenplans betroffenen Katasterparzellen werden auf IGN-Grundlage i.M. 1/10.000 dargestellt; bitte die Gesamtfläche, die Eigentum des Antragstellers ist, sowie die Abschrift der Vereinbarungen bezüglich der Zurverfügungstellung der Grundstücke, ... angeben;**

- (Derzeitige oder geplante) Zweckbestimmungen im Sektorenplan (Karten 1/10 000 und 1/25 000); die Flächen der Gebiete, deren Zweckbestimmung geändert wird, bitte angeben (einschließlich der in Artikel 40 des Gesetzbuches vorgesehenen Umkreise). Gegebenenfalls sind die vorgesehenen zusätzlichen Vorschriften (siehe Artikel 41 des Gesetzbuches) anzugeben.

- Geologische Beschreibung des Vorkommens, der durch die Revision des Sektorenplans betroffen ist

Regionale Lage (Becken oder struktureles Felsmassiv)

Vorkommen (Lithologie, Alter, Bildung, Glied, Gesamt- und aufgewertete Mächtigkeit, Schichtenstruktur (Einfallen und Richtung), Art und Breite der Deckung usw. - einen Auszug der neusten geologischen Karte bitte beifügen; mindestens einen geologischen Schnitt am zukünftigen Betrieb erstellen; die Ergebnisse der Bohrungen bzw. der geophysikalischen Prospektion, die Ergebnisse von physikalisch-chemischen Analysen oder jedes sonstige Element bezüglich der Qualität des zu fördernden Vorkommens beifügen)

Geotechnische Belastungen (Karst, tektonische Störungen (Brüche und Risse), Hydrogeologie, frühere Bergbauarbeiten.)

- Geplantes Betriebsprojekt

Produktion (die Erzeugnisse des Steinbruchs und die Mengen (in Tonnen oder Kubikmetern) genau angeben), ein eventuell vorgesehenes Wachstum, die heutigen bzw. geplanten Aufwertungen (neue Erzeugnisse) einschließlich für das taube Gestein angeben (die Verwendungen und Anwendungen bitte erläutern);

Abbau- und Behandlungstechniken des Gesteins (Arbeitsablaufdiagramm des Betriebs);

Phasierung der Belegung (einschließlich der Verwaltung des tauben Gesteins, des Trockenlegungswassers und der Neueinrichtung);

geplante Infrastrukturen (innerhalb und außerhalb des Gebiets des Vorentwurfs);

•

• **2. Identifizierung und Erläuterung der Ziele der Revision des Sektorenplans** (Art. 42, 1°)

Es geht darum, die Ziele der Regierung, die im Erlass zum Vorentwurf des Planes erwähnt sind, hervorzuheben, und sie verständlich zu machen.

Es soll weder eine einfache Abschrift noch eine Auslegung sein,

•

• **3. Kritische Analyse der Vereinbarkeit der Ziele des Vorentwurfs mit den relevanten Plänen und Programmen** (Art. 42, 1°)

Diese Analyse muss unter anderem die Überprüfung der Vereinbarkeit der Ziele des Vorentwurfs mit den Herausforderungen, die in den regionalen verordnenden oder Orientierungsdokumenten, d.h. im Wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe sowie in den verschiedenen Plänen und Programmen wie z.B. dem Entwicklungsplan des regionalen Raums, dem Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung, dem aktualisierten Vertrag für die Zukunft der Wallonie, usw. vorgestellt werden, umfassen.

Hier geht es nicht darum, die Ziele der besagten regionalen Dokumente zusammenzufassen, sondern die Ziele der Vorentwürfe hinsichtlich dieser Dokumente zu analysieren.

•

**Kapitel II — Sozialwirtschaftliche Begründung der Erweiterung
oder der Schaffung eines Abbaugebiets im Sektorenplan**

In diesem Kapitel wird überprüft, ob die als Abbaugebiet im Sektorenplan innerhalb eines geeigneten Gebiets (noch zu identifizieren) eingetragenen Gelände es möglich machen, der Nachfrage gerecht zu werden, und werden die hauptsächlichsten sozialwirtschaftlichen Auswirkungen der Revision des Sektorenplans identifiziert. (Art 42, 2°)

1.

2. Bewertung des Bedarfs

1.1. Merkmale des Produkts

Spezifitäten, Mehrwert und Verwendungen des Produkts, Identifizierung der Konkurrenz- oder Ersatzprodukte und der vergleichenden Vor- und Nachteile des betreffenden Produkts im Verhältnis zu den Konkurrenzprodukten, Transportart und Anteil des Transports in den Produktkosten.

1.2. Einschätzung der Nachfrage

Hier geht es darum, die Produktionsaussichten des Betreibers angesichts der Aussichten auf dem Markt des abgebauten Materials einzuschätzen.

1.2.1. Globaler Markt für das Material: heutige Lage und Entwicklungsperspektiven

○ Einschätzung der heutigen (tatsächlichen und potenziellen) Absatzmärkte des abgebauten Materials angesichts dessen verschiedenen Verwendungen (ggf. das erbebezogene Interesse des gewonnenen Gesteins angeben) und der Marktgröße (Einzugsbereich) von lokaler bis zur internationalen Ebene. Falls relevant, Aufführung und Lokalisierung auf einer Karte der (tatsächlichen und potentiellen) derzeitigen Kunden-Unternehmen unter Angabe des Vorteils, den sie von der Inbetriebsetzung des Geländes ziehen können. Im gegenteiligen Fall, kartographische Darstellung und Kennzeichnung des Einzugsbereichs.

- Marktentwicklung in den nächsten 30 Jahren: Die eventuellen Änderungen der Verwendungen des Produkts, die Entwicklung der Ersatzprodukte und die voraussichtliche Entwicklung der Transportkosten werden insbesondere berücksichtigt.

1.2.2. Position des Betriebs auf dem Markt (heute und in Zukunft)

- Identifizierung der Konkurrenz, sowohl auf regionaler als auch auf internationaler Ebene, die dasselbe Material gewinnt und sich an denselben Einzugsbereich wendet (jedes konkurrierende Gebiet auf einer Karte lokalisieren)

- Schätzung des relativen Anteils des Betriebs auf dem oben definierten Markt.

- Wachstumsaussichten des Betriebs je nach der Marktentwicklung und der Produktionsaussichten der konkurrierenden Betriebe (die Anträge auf eine Revision des Sektorenplans ebenfalls in Betracht ziehen).

1.2.3. Schlussfolgerung bezüglich der Produktionsaussichten des Betriebs über 30 Jahre.

1.3. Schätzung der Möglichkeiten des Sektorenplans

Hier wird das Potential des zur Zeit geltenden Sektorenplans bewertet, um auf die unter Pos. 1.2.3. bestimmte Nachfrage sowohl quantitativ als auch qualitativ eingehen zu können.

Diese Schätzung erfolgt in zwei Phasen.

○ In einer ersten Phase wird das zur Zeit bewirtschaftete Abbaugebiet untersucht.

○ In der zweiten Phase werden die Abbaugebiete untersucht, die einem Vorkommen derselben Art entsprechen, im Sektorenplan innerhalb des vorher bestimmten Einzugsbereichs eingetragen sind und den unter Pos. 1.2.2. identifizierten Entwicklungsaussichten der konkurrierenden Betriebe nicht entsprechen.

Für jedes dieser Gebiete, die auf einer Karte lokalisiert werden, besteht Anlass, die Merkmale des Vorkommens anzugeben: Qualität des Gesteins (verfügbare physikalisch-chemische Analysen oder Qualitätszeichen), geschätzte Vorräte (Berechnungsmethoden erläutern) und Bewirtschaftungsmöglichkeit.

Die Erreichbarkeit des Geländes und das Vorhandensein der notwendigen Infrastrukturen, die Möglichkeit einer Bewirtschaftung unter Berücksichtigung der hauptsächlichlichen Flächennutzungsarten (Unvereinbarkeit der Abbautätigkeit mit anderen Flächennutzungsarten und menschlichen Aktivitäten) sowie die Lokalisierung des Geländes gegenüber dem bestehenden Betrieb und den heutigen oder zukünftigen Kundenunternehmen sind ebenfalls zu überprüfen.

1.4. Schlussfolgerung bezüglich der Einschätzung der Bedürfnisse

Diese Schlussfolgerung betrifft die Notwendigkeit, ein Abbaugelände im Sektorenplan innerhalb des identifizierten Einzugsbereichs zu erweitern oder zu schaffen.

2. Sozialwirtschaftliche Auswirkungen

Hier werden die durch den Betrieb erzeugte wirtschaftliche Tätigkeit (sowohl vor als auch nach Gewinnung), die direkten und indirekten geschaffenen Arbeitsplätze und die finanziellen Auswirkungen (Abgaben, Gebühren, usw.) eingeschätzt.

* * *

Kapitel III — Billigung der Standortwahl für den Vorentwurf Identifizierung und Analyse der Standortvarianten

Hier geht es darum, im Maßstab des Einzugsbereichs die Standortwahl für den Vorentwurf zu billigen oder nicht:

- - angesichts der regionalen Optionen, die Anwendung auf dieses Gebiet finden;
- unter Berücksichtigung der unter Pos. 1.3. identifizierten Kriterien für die Standortwahl, und ggf innerhalb dieses Gebiets Varianten für die Standortwahl zu suchen. (Art 42, 11°)

1. Räumliche Darstellung der großen regionalen Optionen

Hier geht es darum, auf dem Gebiet, das dem Einzugsbereich entspricht, die durch die regionalen Orientierungsdokumenten (Entwicklungsplan des regionalen Raums, Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung, Vertrag für die Zukunft, bereichsübergreifende strategische Pläne, usw.) vorgesehenen Zielsetzungen zu übertragen.

2. Erläuterung der Hauptkriterien für die Standortwahl, die den in Punkt 3 des Kapitels I gebilligten Zielsetzungen des Vorentwurfs entsprechen

In jedem Fall werden die folgenden Elemente untersucht:

- 2.1. Merkmale des Vorkommens: Qualität des Gesteins (verfügbare physikalisch-chemische Analysen oder Qualitätszeichen), geschätzte Vorräte (Berechnungsmethoden erläutern) und Bewirtschaftungsmöglichkeit.
- 2.2. Lokalisierung des Geländes gegenüber dem bestehenden Betrieb und den heutigen oder zukünftigen Kundenunternehmen
- 2.3. Zugänglichkeit
- 2.4. Vorhandensein von notwendigen Infrastrukturen
- 2.5. Möglichkeit einer Bewirtschaftung unter Berücksichtigung der hauptsächlichlichen Flächennutzungsarten (Unvereinbarkeit der Abbautätigkeit mit anderen Flächennutzungsarten und menschlichen Aktivitäten)

3. Billigung der Standortwahl für den Vorentwurf

Hier wird überprüft, ob die Lokalisierung des Vorentwurfs in keinem Gegensatz mit den unter Pos. 1 identifizierten regionalen Zielsetzungen steht und die unter Pos. 2 erläuterten Kriterien für die Standortwahl erfüllt.

4. Suche nach Alternativen für die Standortwahl des Vorentwurfs und Präsentation dieser Alternativen

Hier wird nach Alternativen für die Standortwahl des Vorentwurfs gesucht, indem die unter Pos. 2 erläuterten Kriterien für die Standortwahl auf den Einzugsbereich unter Berücksichtigung der unter Pos. 1 identifizierten regionalen Zielsetzungen angewandt werden.

Diese Standortvarianten werden kurz vorgestellt.

5. Wahl von alternativen Standorten

Hier werden der Vorentwurf und die Standortvarianten verglichen, was die folgenden Punkte betrifft:

- regionale Zielsetzungen
- Kriterien für die Standortwahl
- menschliches, sozialwirtschaftliches und umweltbezogenes Potenzial und menschliche, sozialwirtschaftliche und umweltbezogene Belastungen des dem Einzugsbereich entsprechenden Gebiets
- Durchführungskosten zu Lasten der Gemeinschaft

Es werden ebenfalls eine oder mehrere Standortvarianten gewählt.

Erfüllt kein alternativer Standort die Kriterien für die Standortwahl besser als der Vorentwurf, so gibt es keinen Anlass, eine Alternative zu wählen.

6. Planologischer Ausgleich

Billigung der Zweckmäßigkeit der Lokalisierung der planologischen Ausgleichmaßnahmen hinsichtlich der wirtschaftlichen, sozialen, erbe- und umweltbezogenen Bedürfnisse sowie der bestehenden Sachlage.

Ggf. Vorschlag von alternativen Standorten

* * *

PHASE II.

**Kapitel IV — Ermittlung und Analyse der Einschränkungen
und des Potentials der Gelände des Vorentwurfs und der Standortvarianten**

1. Beschreibung des gesetzlichen Rahmens**1.1. Vorschriftsmäßige Raumordnungsgebiete und Umkreise**

- 1.1.1. Auf regionaler Ebene** (Sektorenplan, regionale Städtebauordnung, Sanierungsplan je Zwischeneinzugsgebiet, Allgemeine Bauordnung für ländliche Gegenden usw.)
- 1.1.2. Auf Gemeindeebene** (Bebauungsplan, kommunaler Raumordnungsplan, kommunaler Umweltplan für die nachhaltige Entwicklung, kommunaler Naturförderungsplan, kommunales Strukturschema, kommunale Städtebauordnung, allgemeiner Gemeindekanalisationsplan, usw.)

1.2. Einer besonderen Regelung unterliegende Güter

- 1.2.1. Fauna und Flora** (Rechtsstellung der Wälder und Forste, Naturpark, Naturschutzgebiete, Natura 2000-Gebiete, Standort von gemeinschaftlichem Interesse (besondere Erhaltungsgebiete), natürliche Lebensräume (Dekret vom 6. Dezember 2001) und Arten von gemeinschaftlichem Interesse, usw.) (Art. 42, 5°)
- 1.2.2. Menschliche Aktivitäten** (Rechtsstellung der Straßennetze und Verkehrswege, Autonomes Netz langsamer Wege, Industrien und Ausrüstungen mit bedeutenden Risiken SEVESO, usw.) (Art. 42, 6°)

1.3. Genehmigungsgebiete mit Einschränkung der bürgerlichen Rechte (bestehende Parzellierungen, Umkreise, für welche eine Beihilfe des Katastrophenfonds erteilt worden ist, Immobiliengüter, die dem Vorkaufsrecht unterworfen sind, Immobiliengüter, die einer Enteignung zu gemeinnützigen Zwecken unterworfen sind, usw.)**1.4. Mit den Politiken der operativen Planung verbundene Umkreise** (Flurbereinigungsgebiete, Umkreise der städtischen Neubelebung, Stadterneuerungsbereiche, bevorzugte Initiativgebiete, usw.)**1.5. Erbe- und archäologische Stätten** (unter Schutz gestellte Denkmäler bzw. Landschaften, einschließlich der archäologischen Ausgrabungen, Denkmalerbe von Belgien, Liste der bemerkenswerten Bäume und Hecken, usw.)

6. Umwelteinschränkungen (unterirdische Hohlräume von wissenschaftlichem Interesse, Feuchtgebiete von biologischem Interesse, Flussverträge, empfindliche Naturgebiete, Gebiete von hohem biologischem Interesse, Sonderschutzgebiete für die Avifauna, Umkreise von landschaftlichem Interesse, Präventivzonen im Nahbereich, im Fernbereich und Überwachungszonen der Wasserentnahmestellen, empfindliche Gebiete der Hauptgrundwasserleiter, usw.)

7. Rechtliche Lage des Betriebs (Genehmigungen und Erlaubnisse betreffend die heutige Aktivität, laufende Anträge, ggf. Verstöße gegen den Sektorenplan oder die Genehmigung(en), usw.), wenn der Vorentwurf seine Erweiterung betrifft.

• **2. Beschreibung der Merkmale des betroffenen Gebiets hinsichtlich der Bevölkerung und der Umwelt** (Art. 42, 3°)

Die Fläche dieses Gebiets wird je nach den in Betracht gezogenen Merkmalen angepasst. Das Planungsbüro wird für jeden Punkt die Fläche spezifizieren und argumentieren.

2.1. Merkmale hinsichtlich der Bevölkerung

- 2.1.1. Bebauter Bereich - Materielle Güter und Erbgut:** Urbanistische Struktur und architektonische Morphologie der Bebauung und der öffentlichen Flächen, Kulturerbe (unter Schutz gestellte Landschaften und Güter, Schutzgebiete, usw.), Dichtekarten und Entwicklungspole
- 2.1.2. Öffentliche Infrastrukturen und Ausrüstungen im Freien und im Untergrund** (Straßen, Schienenwege, Hochspannungs- und Höchstspannungsleitungen, Telefonleitungen, unterirdische Kanalisationen usw.), + kartographische Darstellung und Entwicklung der Kapazitäten
- 2.1.3. Menschliche Aktivitäten** (Natur und Merkmale der heutigen und potentiellen Aktivitäten, u.a. Landwirtschaft, touristische Aktivitäten, solche empfindliche soziokulturelle Ausrüstungen wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, Krankenhaus, sonstige empfindliche menschliche oder industrielle Aktivitäten (Seveso), usw.)

2.2. Merkmale hinsichtlich der Umwelt

- 2.2.1. Géologie** (wenn nötig bitte entwickeln)
- 2.2.2. Bodenkunde** (Kennzeichnung der Bodenart, Qualität und Seltenheit, einen Auszug der pedologischen Karte bitte beifügen)
- 2.2.3. Hydrologie und Hydrogeologie** (Wassereinzugsgebiet, Zwischengebiet, Kategorien von Wasserläufen, Wasserflächen, hydrogeologische Karte, Grundwasserleitschicht (Art bitte angeben), Piezometrie, Wasserentnahmestellen, empfindliche Gebiete, Schutz- und Überwachungszonen, Zonen mit Umwelteinschränkungen, usw.)
- 2.2.4. Topographie und Landschaften** (Geomorphologie und Umkreise von landschaftlichem Interesse, Punkt oder Linie mit bemerkenswertem Ausblick ADESA, Landschaftsbild aus dem Gelände und des Geländes aus der Umgebung + Photos usw.)
- 2.2.5. Luft und Klima** (verfügbare Daten über die Luftqualität an den nächsten Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebieten, empfindlichen Gebieten wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, Anlegen von Owen-Messgeräten, klimatische Daten, Hauptwindrichtungen, auf der Grundlage der Aufstellungen der nächsten meteorologischen Station, Luftentnahmen und -analysen, natürliche Schutzwände, Engtäler, besondere Lagen usw.)

6. Lärm und Schwingungen (Quellen und heutige Pegel (akustische Studie) an den nächsten Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebieten, empfindlichen Gebieten wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, und Gebieten mit technologischem Risiko, bereits vorhandene oder nach Messung erhaltene Daten, bitte die Messstellen, -tage und -zeiten angeben.)

7. Fauna und Flora (Bestandsaufnahme und Beschreibung der Arten und Lebensräume, besonderen Biotope, Wasser- und Sumpfbiotop, ggf. Vorhandensein von geschützten Arten und Lebensräumen)

• **3. Schlussfolgerungen über die Analyse der Einschränkungen und des Potentials der Gelände** (Art. 42, 3°)

* * *

Kapitel V — Identifizierung der voraussichtlichen Auswirkungen der Durchführung des Projekts auf den Menschen und die Umwelt

Hier gilt es, die Beschränkungen und voraussichtlichen bedeutsamen Auswirkungen (kumulative, synergische, kurz-, mittel- und langfristige, ständige und zeitweilige, sowohl positive als auch negative Nebenwirkungen) auf den Menschen und auf die Umwelt hervorzuheben (Art 42, 8°)

Wenn die Verwertung des bzw. der Abbaugebiete in Phasen vorgesehen ist, so müssen die Auswirkungen bei den verschiedenen Stadien dieser Verwertung bestimmt werden.

Es wird zwischen den Auswirkungen auf das durch den Vorentwurf betroffene Gebiet oder die Standortvariante und den Auswirkungen auf die Nachbargebiete unterschieden.

Diese Analyse muss für das Gelände des Vorentwurfs und die Standortvarianten vorgenommen werden.

1. Ein- und Auswirkungen auf die Lebensqualität (Gesundheit, Sicherheit, Hygiene, usw.)

1.1. **Bebauter Bereich** (Beziehung des Projekts mit der bereits bestehenden Siedlung und den anliegenden Anwesen, Vereinbarkeit mit den eventuellen Entwicklungsplänen, mit den bereits bestehenden Ausrüstungen und Infrastrukturen)

1.2. **Auswirkungen auf die materiellen Güter und das Kulturerbgut** (unter Schutz gestellte Denkmäler bzw. Landschaften und archäologische Ausgrabungen, Risse in den Gebäuden, Gefährdung der Festigkeit der Gebäude, Verschwinden oder Beschädigung von Gemeindewegen und *-straßen, unterirdischen Kanalisationen (Wasser, Strom, Gas, Telefon, usw.) elektrischen Leitungen, usw.*)

1.3. **Verkehr** (direkter und indirekter Verkehr - Anzahl LKW pro Tag, Verkehrsstrecke, Nutzlast, Effekte auf das Autobahnnetz, die Infrastrukturen und die Verkehrsströme, usw.)

1.4. **Sprengarbeiten** (an den nächsten Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebieten und empfindlichen Gebieten wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe, und an den nächsten Gebieten mit technologischem Risiko, Effekte auf das Gelände, usw.)

1.5. **Lärm** (an den nächsten Wohnungen und Wohn- und Freizeitgebieten und empfindlichen Gebieten wie Altenheim, Schule, Kinderkrippe)

1.6. **Luft und Klima** (Staub, Anlegen von Owen-Messgeräten, Dunstbildung, Geruch, usw.)

1.7. **Topographie und Landschaften** (während und nach der Abbautätigkeit, Synthesebilder bitte geben)

2. **Ein- und Auswirkungen auf die menschlichen Aktivitäten** (touristische Aktivitäten, SEVESO Aktivitäten, landwirtschaftliche und forstliche Aktivitäten, usw.) (art. 42, 9°)

3. **Auswirkungen auf den Boden und den Unterboden** (Karst, Bergbauarbeiten, Erdbeben, Erosion oder sonstige geotechnische Belastungen, usw.)

4. Auswirkungen auf die Hydrogeologie und die Hydrologie

4.1. **Veränderungen des hydrogeologischen Systems** (Abpumpen der Grundwasserschichten, Bodensenkung, Auswirkungen auf die Wasserentnahmestellen und auf das hydrographische Netz, usw.)

4.2. **Veränderungen des hydrologischen Systems** (Abflussmenge und Belastung der Wasserläufe, Überschwemmungen infolge der Ableitung von Trockenlegungswasser, Verschwinden/Entstehen von Feuchtgebieten, usw.)

4.3. Mobilisierung der Trinkwasserressourcen

5. Ein- und Auswirkungen auf die Fauna, die Flora und die biologische Vielfalt

Während und nach der Durchführung des Projekts, Beschädigung und Verlust von faunistischen Lebensräumen und Ökosystemen, mögliche Auswirkungen auf die Arten und Lebensräume von Arten von gemeinschaftlichem Interesse, Natura 2000 Gebiete, usw. (Gesetzgebung über die Naturerhaltung und EWG-Richtlinien 79/409/EWG und 92/43/EWG)

6. Wechselbeziehung zwischen diesen verschiedenen Faktoren

7. Merkmale der Gebiete, die erheblich betroffen werden könnten (art. 42, 4°)

Es gilt, hinsichtlich der vorigen Punkte 1 bis 6, die Gebiete zu identifizieren, die erheblich betroffen werden könnten, die umweltbezogenen Merkmale dieser Gebiete zu beschreiben und anzugeben, wie diese Merkmale durch das Projekt abgeändert werden könnten.

* * *

Kapitel VI — Überprüfung der Maßnahmen, die zu treffen sind, um die negativen Auswirkungen zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen und um die positiven Auswirkungen des Vorentwurfs oder der Standortvarianten zu verstärken oder zu steigern

1. Darstellung der Varianten für die Abgrenzung und die Durchführung (Art. 42, 11°)

Die Varianten der Abgrenzung sind Varianten des Umkreises der Gebiete.

Die Durchführungsvarianten betreffen zum Beispiel:

- eine genauere Bestimmung der Zweckverwendungen der Gebiete;
- eine Phasierung der Bodennutzung;
- technische Ausrüstungen oder besondere Einrichtungen, ...

Auf der Ebene des Einflussbereichs sind die Grundsätze für die Identifizierung der Abgrenzungs- und Durchführungsvarianten die Folgenden:

- den Zielen des Vorentwurfs nachkommen;
- den Bestimmungen des CWATUP (Artikel 1 § 1) und der anderen regionalen verordnenden oder Orientierungsdokumenten entsprechen;
- das Potenzial und die Einschränkungen des Gebiets bestens auszunutzen: die negativen Auswirkungen minimieren und die positiven Auswirkungen im sozialen, wirtschaftlichen und Umweltbereich fördern.

2. Einzuleitende Maßnahmen (art. 42, 10°)

Für jede Variante werden die Maßnahmen identifiziert, die zu treffen sind, um die negativen Auswirkungen auf die Umwelt zu vermeiden, zu verringern oder auszugleichen und um die positiven Auswirkungen des Vorentwurfs zu verstärken oder zu steigern.

Wenn solche Maßnahmen im Vorentwurf vorgesehen sind, soll überprüft werden, ob sie mit den Zielen der Revision und den Besonderheiten des Umfelds vereinbar sind. Wenn nötig können neue Vorschriften hinzugefügt werden.

2.1. Anpassung der vorschriftsmäßigen Zoneneinteilung (einschließlich der in Artikel 40 des Gesetzbuches vorgesehenen Umkreise), einschließlich der Gebiete, die den planologischen Ausgleich bilden.

2.2. Festsetzung von zusätzlichen Vorschriften

Diese zusätzliche Vorschriften können u.a. das Folgende betreffen (Artikel 41 des CWATUP):

- eine genauere Bestimmung der Zweckverwendungen des bzw. der Gebiete;
- Erstellung eines kommunalen Raumordnungsplanes;
- Phasierung der Benutzung des bzw. der Gebiete;
- Reversibilität der Zweckverwendungen, wenn nach einer bestimmten Zeit das Projekt nicht durchgeführt worden ist

...

2.3. Bestimmung von technischen Ausrüstungen und besonderen Einrichtungen**4. Einschätzung der Effizienz der Maßnahmen und des nicht reduzierbaren Restimpacts****3. Überprüfung der Beachtung der relevanten Ziele in Sachen Umweltschutz für Mensch und Natur im Rahmen der Revision des Sektorenplans** (Art 42, 7°)

Die zu berücksichtigenden Ziele in Sachen Umweltschutz betreffen mindestens die folgenden Themen: biologische Vielfalt, Bevölkerung, menschliche Gesundheit, Fauna, Flora, Boden, Wasser, Luft, Klima, materielle Güter, Kulturerbe, einschließlich der architektonisch wertvollen Bauten und der archäologischen Schätze, Landschaft sowie Wechselwirkungen zwischen den genannten Faktoren.

Es geht um die "relevanten" Ziele in Sachen Umweltschutz für den besagten Plan. Die Relevanz eines Ziels wird unter Berücksichtigung der voraussichtlichen bedeutsamen Auswirkungen des Planes auf die Umwelt im Sinne der oben erwähnten Definition bewertet.

Die zu berücksichtigenden Ziele in Sachen Umweltschutz sind diejenigen, die auf internationaler, gemeinschaftlicher Ebene oder durch die Mitgliedstaaten festgelegt worden sind.

Was die gemeinschaftliche Ebene betrifft, so können diese Ziele nicht nur vom sechsten Aktionsprogramm für den Umweltschutz, sondern auch von den verschiedenen Europäischen Richtlinien wie z.B. der Rahmenrichtlinie "Wasser" abgeleitet werden.

Falls die auf internationaler oder europäischer Ebene festgelegten Ziele in auf nationaler, regionaler oder lokaler Ebene festgelegte Ziele eingegliedert worden sind, so reicht die Berücksichtigung der Letzteren.

4. Voraussichtliche Entwicklung der Umweltlage, wenn der Plan nicht durchgeführt wird (art. 42, 3°)

Hier geht es darum, die wahrscheinliche Entwicklung der umweltbezogenen Merkmale der Gebiete, die erheblich betroffen werden könnten (siehe Kapitel V, Punkt 7), mangels einer Revision des Sektorenplans anzugeben.

* * *

Kapitel VII — Begründungen, Empfehlungen und Überwachung der Durchführung des Planes**1. Begründung und Vergleich des Vorentwurfs und der verschiedenen Abgrenzungs- und Durchführungsvarianten** (art. 42, 11°)

Die Begründung erfolgt auf der Grundlage des Artikels 1, § 1 des CWATUP und der Analyse der vorhergehenden Kapitel.

Der Vergleich hat die Form einer Tabelle und beruht mindestens auf folgenden Elementen: (sowohl positive als auch negative) Auswirkungen auf das Umfeld, einzuleitende Maßnahmen zur Milderung der Auswirkungen, Restwirkungen.

An das hauptsächliche Potenzial und die hauptsächlichen Belastungen des Projekts zur Revision des Sektorenplans erinnern.

Schlussfolgerungen über die Antragstellung abgeben und ggf. Empfehlungen äußern.

2. In Betracht gezogene Maßnahmen zur Begleitung der Durchführung des Sektorenplans (art. 42, 13°)

Es geht darum, die bedeutsamen Auswirkungen aufzulisten, Überwachungsindikatoren bezüglich dieser Auswirkungen, ihr Berechnungs- und Feststellungsverfahren, die verwendeten Daten und deren Quellen sowie Schwellenwerte vorzuschlagen.

Der Verfasser kann Empfehlungen geben über Punkte, die in der Akte zum Antrag auf die Genehmigung und in der Umweltverträglichkeitsprüfung des Projekts besonders zu bekräftigen sind.

* * *

Kapitel VIII — Beschreibung der Bewertungsmethode und der angetroffenen Schwierigkeiten**1. Vorstellung der Bewertungsmethode und der angetroffenen Schwierigkeiten (Art. 42, 12^o)**

Es geht darum, die spezifischen Elemente der Bewertungsmethode zu beschreiben und die insbesondere bei der Sammlung der Informationen und in den Methoden zur Einschätzung der Bedürfnisse angetroffenen Schwierigkeiten zu erklären.

2. Grenzen der Studie (Art. 42, 12^o)

Der Autor der Studie erläutert die Punkte, die nicht gründlicher untersucht werden konnten und die ggf. in zukünftigen Umweltverträglichkeitsprüfungen gründlicher untersucht werden könnten.

* * *

Bibliographie

* * *

Nichttechnische Zusammenfassung

Inhaltsverzeichnis, Liste der Karten, Abbildungen und Bilder (mit der Seitennummer).

Die nichttechnische Zusammenfassung ist ein getrenntes Dokument, das höchstens 30 Textseiten umfasst. Es ist mit Karten, Abbildungen und Farbbildern dokumentiert.

Dieses Dokument muss die Umweltverträglichkeitsprüfung über den Plan zusammenfassen und sie in eine nichttechnische Sprache übersetzen, damit sie für nicht Sachkundige verständlich wird, und die Teilnahme der Bürger an der öffentlichen Untersuchung fördern.

Die positiven, negativen Auswirkungen und die vorgeschlagenen Maßnahmen zur Verringerung der Auswirkungen (Empfehlungen) werden in der Form einer synthetischen Tabelle dargestellt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2007 zur Ergänzung, durch die Eintragung von Grüngeländen in den Ortslagen "Fosse d'Hautrage", Steinbruch "Villerot-village" und Steinbruch "Culot" des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Dezember 2003, durch den beschlossen wurde, dass der Sektorenplan Mons-Borinage einer Revision zu unterziehen ist, und durch den der Vorentwurf der Revision zwecks Eintragung eines Abbaugeländes als Erweiterung des Abbaugeländes der Steingrube "Le Danube" auf dem Gebiet der Gemeinde Saint-Ghislain (Karten 45/2 und 45/6) angenommen wurde.

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[2007/203289]

19 JULI 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot aanvulling, door de opneming van groengebieden in de gehuchten "Fosse d'Hautrage", steengroeve "Villerot-village" en steengroeve "Culot", van het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 tot herziening van het gewestplan Bergen-Borinage en tot goedkeuring van het voorontwerp van herziening met het oog op de opneming van een ontginningsgebied als uitbreiding van het ontginningsgebied van de steengroeve "Le Danube" op het grondgebied van de gemeente Saint-Ghislain (bladen 45/2 en 45/6).

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, inzonderheid op de artikelen 19, 22, 23, 25, 32, 37, 42 tot 46;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 november 1983 tot opstelling van het gewestplan Bergen-Borinage, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 1991 tot opneming van het tracé van de elektrische bovenleiding H.T. 150-30 Kv tussen de posten "Air Liquide" en "Baudour", de besluiten van de Waalse Regering van 26 juni 1997 tot opneming van een specifiek gebied voor een kuuroord in Baudour en tot opneming van een dienstenverleningsgebied op de locatie van de universitaire campus, het besluit van de Waalse Regering van 1 april 1999 tot opneming van een met de letters C.E.T. aangegeven gebied voor openbare nutsvoorzieningen en gemeenschapsvoorzieningen bestemd voor de vestiging en de uitbating van een centrum voor technische ingruaving en tot opneming van een groengebied, het besluit van de Waalse Regering van 24 oktober 2002 tot goedkeuring van de uitbreiding van de sablière SA Laurent en het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2004 tot opneming van een gemengde bedrijfsruimte op het grondgebied van de gemeente Bergen (plaatsnaam "Vieille Haine"), het gedeeltelijk buiten dienst stellen van de industriële bedrijfsruimte van Ghlin-Baudour op het grondgebied van de gemeenten Bergen (Jemappes), Quaregnon en Saint-Ghislain (Baudour), het buiten dienst stellen van de gemengde industriële bedrijfsruimte van Gronde op het grondgebied van de gemeente Saint-Ghislain (Baudour) en het buiten dienst stellen van de gemengde industriële bedrijfsruimte van "Le Culot" op het grondgebied van de gemeente Quaregnon (Wasmuel);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 tot herziening van het gewestplan Bergen-Borinage met het oog op de opneming van een ontginningsgebied en tot goedkeuring van het voorontwerp van herziening van het gewestplan Bergen-Borinage (blad 45/2) met betrekking tot de opneming van een ontginningsgebied als uitbreiding van het ontginningsgebied van de steengroeve "Le Danube" op het grondgebied van de gemeente Saint-Ghislain en de ondertekende kaart die het voorontwerp van wijzigingsgewestplan weergeeft, volledig bij dit besluit behorend;

Gelet op de wijzigingen aangebracht in artikel 46 van het Wetboek ingevolge de inwerkingtreding van het decreet van 3 februari 2005 betreffende de economische heropleving en de administratieve vereenvoudiging, dat bepaalt dat de opneming van een nieuw bebouwingsgebied voortaan gecompenseerd zal worden door een gelijkwaardige wijziging van een bestaand bebouwingsgebied in een gebied dat niet voor bebouwing bestemd is of op een alternatieve wijze die door de Regering bepaald wordt;

Gelet op het voorstel van het college van de stad Saint-Ghislain van 24 april 2006 waarin voorgesteld wordt ongeveer 9,4 ha gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, met als plaatsnaam "Fosse d'Hautrage" als planologische compensatie om te vormen tot groengebied;

Overwegende dat de gronden van het gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is in de nabijheid gelegen zijn van het natuurreservaat "Pré du Grand Rieu" en dat ze milieus bevatten die tot het ecologisch netwerk behoren;

Gelet op het gemeentelijk natuurontwikkelingsplan van de stad Saint-Ghislain, dat besluit dat de instandhouding van die milieus van belang is gelet op de rol die zij spelen als groene schakel;

Overwegende dat het "Fosse d'Hautrage" genoemde gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, tijdens het onderzoek in het kader van de uitwerking van het gemeentelijk programma voor de ontsluiting van de gebieden waarvan de bestemming nog niet vaststaat als derde prioriteit is voorgesteld aangezien de bebouwing ervan op korte termijn tot een versnippering van de dorpsgebouwen zou leiden zonder dat de dorpskern daarom nog nieuw leven ingeblazen zou worden;

Overwegende dat het gemeentelijk programma voor de ontsluiting van de gebieden waarvan de bestemming nog niet vaststaat reeds de kwetsbare punten van het gebied vastgesteld had, namelijk enerzijds de aanwezigheid van twee beken en anderzijds de aanwezigheid van de "Prés de Grand Rieu", beschermd als Natura 2000-gebied met als naam "Vallée de la Haine en aval de Mons" (BE 32017) en biologisch waardevol vochtig gebied;

Overwegende dat de steengroeven "Villerot-village" en "Culot" voormalige steengroeven zijn die al jaren niet meer uitgebaat worden en die niet meer uitgebaat kunnen worden wegens de technische en ecologische drukfactoren en de onbestaande economische rendabiliteit;

Overwegende dat het structuurplan van de stad Saint-Ghislain, definitief goedgekeurd door de gemeenteraad op 23 mei, de opneming voorstelt van beide ontginningsgebieden als groengebieden;

Gelet op de verkavelingsvergunning, op 24 augustus 1973 verstrekt aan Emile Robert-Meunier, ter afwijking van het gewestplan Bergen-Borinage, met machtiging tot de bouw van drie woningen langs de rue de Sirault;

Overwegende dat verschillende stedenbouwkundige vergunningen die binnen de termijn zijn uitgevoerd, de verkavelingsvergunning belichamen;

Overwegende dat voornoemd besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 aangevuld moet worden door de invoering van die planologische compensaties en de opneming van het woongebied;

Overwegende dat er om leesbaarheidsredenen ook voorgesteld wordt het op 4 december 2003 door de Waalse Regering aangenomen plan te vervangen door een nieuw plan waarop tegelijkertijd de opneming van het ontginningsgebied, de groengebieden en het woongebied op het grondgebied van de gemeente Saint-Ghislain voorkomen;

Overwegende dat bedoelde herziening van het gewestplan niet het voorwerp heeft uitgemaakt van een voorlopige aanneming en dat de overgangsmaatregelen bedoeld in artikel 101 van het economisch herstel- en administratieve vereenvoudigingsdecreet, dat in werking is getreden op 11 maart 2005 en bepaalt dat de voorheen in werking getreden procedures voortgezet mogen worden, niet toepasselijk zijn;

Overwegende dat het bestek, aangenomen door de Minister van Ruimtelijke Ordening op 2 oktober 2003, aangepast moet zijn om eenvormig te zijn met de nieuwe verplichte inhoud voor milieueffectenonderzoeken waarvan sprake in artikel 42, lid 2;

Overwegende dat dat milieueffectenonderzoek overigens de beoordeling moet inhouden van de effecten van de opneming van planologische compensaties, namelijk: de opneming als groengebied van het "Fosse d'Hautrage" genoemde gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is en beide steengroeven "Villerot-village" en "Culot";

Overwegende dat de opneming van het woongebied langs de rue de Sirault enkel een bestaande feitelijke en rechtstoestand moet bevestigen, een geringe wijziging van het gewestplan uitmaakt in de zin van artikel 3, 3, van Richtlijn 2001/42/EG van 17 juni 2001 de beoordeling van de gevolgen voor het milieu van bepaalde plannen en programma's en dat dat geen niet te verwaarlozen effect op het leefmilieu zou kunnen hebben;

Overwegende dat de ontwerp-inhoud van het effectenonderzoek, gevoegd bij dit voorontwerp van plan, de algemene inhoud van het effectenonderzoek van plannen, verwoord in artikel 42, lid 2, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, uiteenzet; dat de bestanddelen van het onderzoek, omschreven met inoverwegingname van de specifieke kenmerken van het voorontwerp, beschouwd moeten worden als vaststelling van de omvang en de nauwkeurigheidsgraad van dat onderzoek;

Overwegende dat die ontwerp-inhoud van het effectenonderzoek, aldus aangevuld, ter advies voorgelegd moet worden aan van de "Commission régionale d'Aménagement du territoire" (Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening) en de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Waalse Raad voor het Leefmilieu voor Duurzame Ontwikkeling) en dat ze over een termijn van dertig dagen beschikken om zich uit te spreken over de omvang en de nauwkeurigheidsgraad van de gegevens die in het onderzoek vervat moeten zijn;

Overwegende dat het effectenonderzoek met betrekking tot het voorontwerp van herziening van het plan, aangenomen op 4 december 2003, uitgevoerd door het kantoor IGRETEC, aangevuld zal moeten worden na definitieve aanneming van de inhoud ervan;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 tot herziening van het gewestplan Bergen-Borinage en tot aanneming van het voorontwerp van herziening van het plan met het oog op de opneming van een ontginningsgebied als uitbreiding van de groeve "Le Danube" op het grondgebied van Saint-Ghislain wordt vervangen als volgt :

« Het gewestplan Bergen-Borinage moet herzien worden met het oog op de opneming van een ontginningsgebied als uitbreiding van het ontginningsgebied van de steengroeve "Le Danube", groengebieden in plaats van het "Fosse d'Hautrage" genoemde gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is, het ontginningsgebied gelegen in de steengroeve "Villerot-village" en een deel van het gebied van de steengroeve "Culot", alsmede een woongebied over een lengte van 50mm langs de rue du Sirault in de steengroeve "Culot" op het grondgebied van de gemeente Saint-Ghislain (bladen 45/2 en 45/6). »

Art. 2. Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 tot herziening van het gewestplan Bergen-Borinage en tot aanneming van het voorontwerp van herziening van het plan met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied als uitbreiding van de groeve "Le Danube" op het grondgebied van Saint-Ghislain wordt vervangen als volgt :

« Het voorontwerp van herziening van het gewestplan met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied als uitbreiding van het ontginningsgebied van de steengroeve "Le Danube", van groengebieden in de gehuchten "Fosse d'Hautrage", steengroeve "Villerot-village" en gedeeltelijk de steengroeve "Culot", waarbij het overige deel van de steengroeve "Culot" als woongebied wordt opgenomen, wordt goedgekeurd overeenkomstig bijgevoegd plan (bladen 45/2 en 45/6). »

Art. 3. Het bij het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 gevoegde plan wordt door het bij dit besluit gevoegde plan vervangen.

Art. 4. De Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling wordt ermee belast bijgevoegde ontwerp-inhoud van het effectenonderzoek betreffende de opnemings van het voorheen bepaalde ontginningsgebied en de opnemings van het natuurgebied en de reserveringsomtrek, ingediend bij dit besluit, voor advies voor te leggen aan de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire", afdeling normatieve inrichting, aan de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable", overeenkomstig artikel 42, lid 4, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, aan de Directie Natuur van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu en aan het Directoraat-generaal Autosnelwegen en Wegen en hem na deze raadplegingen - eventueel aangepast - voor definitieve aanneming aan de Regering over te leggen.

Namen, 19 juli 2007.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

BIJLAGE

ONTWERP-INHOUD VAN HET EFFECTENONDERZOEK BETREFFENDE HET GEWESTPLAN

1. Omvang

De opnemings van het woongebied wordt vrijgesteld van het effectenonderzoek.

2. Nauwkeurighedsgraad van de gegevens

Onderstaand bijzonder bestek is een type-document waarvan de nauwkeurighedsgraad voldoende geacht wordt krachtens artikel 42 van het Wetboek.

Er wordt bijzondere aandacht besteed aan volgende gegevens:

- de Natura 2000-locaties gelegen in de nabijheid van de uitbreiding van het ontginningsgebied
- het plaatselijk hydrografisch net

FASE I.

Inleiding

De inleiding heeft als doel het effectenonderzoek in zijn context te plaatsen en wil met name de procedure voor het publiek duidelijker maken.

1. Verwijzing naar de procedure voor de herziening van een gewestplan - Artikelen 42 tot 46 van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium

2. Voorontwerp van herziening van het gewestplan goedgekeurd door de Waalse Regering met inbegrip van de verzachtende maatregelen met betrekking tot de uitvoering van het project (art. 42, 1°)

3. Actoren van de herziening van het gewestplan

3.1. Beslissingmaker

Waalse Regering vertegenwoordigd door de Minister tot wiens bevoegdheden Ruimtelijke Ordening behoort.

3.2. Initiatiefnemer van het verzoek

Promotor van het project, vennootschap of natuurlijke persoon die de groeve uitbaat. Organogram van de vennootschap (meer bepaald indien meerdere filialen, of meerdere vennootschappen in een groep). De contactpersoon (-personen) en zijn (hun) personalia vermelden.

3.3. Auteur van het effectenonderzoek

Erkend studie bureau: de categorieën erkenningen en de duur ervan nader omschrijven en de verschillende personen die aan het onderzoek hebben meegewerkt, vermelden en hun bevoegdheden specificeren. De contactpersoon (-personen) en zijn (hun) personalia vermelden.

4. Potentiële drukfactoren, door het bestuur onderkend

Het betreft de drukfactoren die het bestuur heeft onderkend op grond van de analyse van de feitelijke en de rechtstoestand en van de verschillende adviezen die het in dit stadium van de procedure gekregen heeft (College van Burgemeester en Schepenen, gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening, Ministerie van Uitrustings en Vervoer, Directoraat-generaal Landbouw, Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu-Afdeling Natuur en Bossen, DE, Afdeling Preventie en Vergunningen, Gewestelijke Commissie voor Ruimtelijke Ordening, (Waalse Raad voor het Leefmilieu voor Duurzame Ontwikkeling, de waterleidingmaatschappijen, Elia, NMBS, Landsverdediging, ...).

* * *

Hoofdstuk I. — Omschrijving van het voorontwerp van plan

• 1. Doel van de gewestplanherziening (art 42, 1°)

Bepaling van ligging en oppervlakte van het (de) ontginningsgebied(en) (of andere gebieden en/of omtrek(ken) opgenomen in artikel 40 van het Wetboek), opgenomen in het voorontwerp van plan, met inbegrip van de planologische compensaties.

- exacte lokalisatie (provincie, gemeente(n), plaatsnaam, straat, bladnr. NGI, Lambert-coördinaten) en afbeelding op wegen- en topografische kaarten (1/50 000 en 1/10 000) + orthofotoplan op 1/10 000;

- kadastrale percelen betrokken bij de gewestplanherziening op de NGI-kaart aangebracht met schaal 1/10 000e en 1/25 000e, de totale oppervlakte van de eigendom van de aanvrager opgeven, afschrift van de akkoorden ivm de terbeschikkingstelling van de gronden, ...;

- (huidige en geplande) bestemmingen in het gewestplan (kaarten 1/10 000e en 1/25 000e); de oppervlakten van de zones waarvan de bestemming verandert (met inbegrip van de omtrekken bedoeld in artikel 40 van het Wetboek) nader bepalen. In voorkomend geval de bepaalde bijkomende voorschriften nader omschrijven (zie artikel 41 van het Wetboek).

- Geologische omschrijving van de afzetting bedoeld in de herziening van het gewestplan.

Regionale geologie (structureel bekken of massief);

Afzetting (lithologie, ouderdom, vorming, lid, totaal en gevaloriseerd vermogen, structuur van de lagen (hellingshoek en richting), aard en dikte van de bedekking... - een uittreksel bijvoegen van de meest recente geologische kaart; minstens een geologische dwarsdoorsnede ter hoogte van de toekomstige ontginning aangeven; daarbij de bevindingen van de boringen voegen en/of van de geofysische prospectie, de bevindingen van de fysisch-chemische analyses of van elk ander gegeven in verband met de kwaliteit van de te ontginnen afzetting).

Geotechnische drukfactoren (karst, tectonische accidenten (breuken en verschuivingen), hydrogeologie, voormalige ondergrondse mijnwerkzaamheden, ...).

- Overwogen bedrijfsproject.

Productie (de producten nader omschrijven van de groeve en de hoeveelheden opgeven in ton of kubieke meter, een eventuele voorziene groei, de huidige of overwogen valorisering (nieuwe producten) aangeven, met inbegrip voor de steriele gesteenten (gebruiksvormen en toepassing uitleggen);

Ontginningstechnieken en behandeling van de rots (flowsheet van de ontginning);

Fasering van de bezetting (met inbegrip het beheer van de steriele gesteenten, het opgepompte water en de heraanleg);

Overwogen infrastructuren (in de omtrek van het voorontwerp en daarbuiten).

-

• 2. Identificatie en explicite van de doelstellingen van de herziening van het gewestplan (art. 42, 1°)

Doel is de doelstellingen van de Regering bedoeld in het besluit van voorontwerp van het plan voor het publiek duidelijk en begrijpelijk maken.

Het is geen kopieerwerk en ook geen interpretatie.

-

• 3. Kritische analyse van de verenigbaarheid van de doelstellingen van het voorontwerp ten opzichte van de relevante plannen en programma's (art. 42, 1°)

Die analyse dient onder andere de controle te bevatten van de verenigbaarheid van de doelstellingen van het voorontwerp met de belangen voorgesteld in de gewestelijke regelgeving en beleidsteksten, namelijk het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, en de verschillende plannen en programma's zoals het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, het milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling, het bijgewerkte toekomstcontract voor Wallonië...

De doelstellingen van bedoelde gewestelijke documenten moeten niet samengevat worden. Wat wel gedaan moet worden, is de doelstellingen van het voorontwerp analyseren ten opzichte van die documenten.

-

Hoofdstuk II. — Sociaal-economische verantwoording van de uitbreiding van de ontginningsgebieden in het gewestplan

In dit hoofdstuk wordt nagegaan of de gronden opgenomen als ontginningsgebied in het gewestplan op een relevant grondgebied (nader te bepalen) op de vraag kunnen ingaan en worden de voornaamste sociaal-economische effecten van de herziening van het gewestplan aangeduid. (Art 42, 2°)

1. Evaluatie van de behoefte

1.1. Kenmerken van het product

Specifieke kenmerken, toegevoegde waarde en gebruiksvormen van het product, benoeming van de concurrerende of vervangingsproducten en van de voor- en nadelen in vergelijking met het overwogen product ten opzichte van de concurrerende producten, het soort vervoer dat gebruikt wordt en het aandeel van het vervoer in de kostprijs van het product...

1.2. Evaluatie van de vraag

Hier worden de perspectieven inzake de productie door de exploitant ten opzichte van de marktperspectieven van de ontgonnen stof geëvalueerd.

1.2.1. Globale markt van de stof: huidige toestand en ontwikkelingsperspectieven

o De huidige (daadwerkelijke en potentiële) afzetmogelijkheden van de ontgonnen stof evalueren ten opzichte van de verschillende gebruiksvormen (in voorkomend geval het belang van de ontgonnen rotsgesteenten op erfgoedvlak aangeven), alsook de schaal van de markt (afzetkring), van het lokale naar het internationale vlak. Als de denkoefening relevant is, de voornaamste ondernemingen die heden (daadwerkelijk en potentieel) klant zijn, noemen en op een kaart aangeven, alsook aangeven welk belang zij kunnen halen uit de inbedrijfname van de locatie; in het tegenovergesteld geval, de afzetkring in kaart brengen en nader omschrijven.

- Evolutie van de markt de volgende 30 jaar : Er zal met name rekening worden gehouden met de evolutie van de gebruiksvormen van het product, de ontwikkeling van vervangingsproducten en de vermoedelijke evolutie in de vervoerskosten.

1.2.2. Plaats die de onderneming bekleedt op de (huidige en toekomstige) markt

- Omschrijving van de concurrentie, zowel regionaal als internationaal, die dezelfde stof ontgint en dezelfde afzetkring bespeelt (elke concurrerende locatie op een kaart aanduiden)

- Raming van het relatieve marktaandeel van de onderneming (zie hoger).

- Groeiperspectieven van de onderneming afhankelijk van de marktrevolutie en de productieperspectieven van de concurrerende ondernemingen (eveneens de verzoeken om herziening van gewestplannen in overweging nemen).

1.2.3. Conclusie over de productieperspectieven van de onderneming over dertig jaar.

1.3. Evaluatie van de potentialiteiten van het gewestplan

Het aanbod van de te ontginnen stof dat kwalitatief en kwantitatief de onder 1.2.3. gevalideerde vraag kan dekken, wordt hier geëvalueerd.

Die evaluatie gebeurt in twee stappen.

o In een eerste stap wordt het huidig in bedrijf zijnde ontginningsgebied onderzocht.

o In een volgende stap worden de ontginningsgebieden onderzocht die overeenstemmen met een gelijkaardige afzetting, opgenomen op het gewestplan in de hierboven aangegeven afzetkring en die niet beantwoorden aan de ontwikkelingsperspectieven van de concurrerende ondernemingen opgegeven in 1.2.2.

Voor elke locatie die op een kaart wordt aangegeven, worden de kenmerken van de afzetting aangegeven: kwaliteit van de gesteenten (beschikbare natuur- en scheikundige analyses of kwaliteitslabels), geschatte reserves (berekenningsmethodes uitleggen) en uitbaatmogelijkheden.

De toegankelijkheid van de site en het bestaan van de noodzakelijke infrastructuur worden eveneens nagekeken, alsook de mogelijkheid om de exploitatie te verrichten in functie van de voornaamste bodembezettingen (gevolgen van de onverenigbaarheid van de ontginningsactiviteit met de andere bodembezettingen en de menselijke activiteiten), en de plaats van de site tegenover de bestaande uitbating en de huidige en toekomstige afnemers.

1.4. Conclusie over de evaluatie van de behoeften.

De conclusie betreft de noodzaak om een ontginningsgebied uit te breiden of op te richten op het gewestplan in de aangegeven afzetkring.

2. Sociaal-economische gevolgen

Hier wordt de daaruit voortvloeiende economische activiteit geschat (zowel voor als na de ontginning) door de uitbating, rechtstreekse en onrechtstreekse werkgelegenheid en de financiële impact (belastingen, retributies,...).

Hoofdstuk III. — *Validering van de ligging van het voorontwerp. Identificatie en analyse van de liggingsvarianten*

Het gaat er hier om op schaal van de afzetkring de ligging van het voorontwerp al dan niet te valideren :

- ten opzichte van de gewestelijke opties die op dit grondgebied toepasselijk zijn;
- in functie van de in 1.3. onderkende liggingscriteria,

en, in voorkomend geval, liggingsvarianten die voldoen aan deze elementen binnen dat grondgebied te zoeken. (Art 42, 11°)

1. Ruimtelijke overschrijving van de grote gewestelijke opties

De opties die bij gewestelijke beleidsdocumenten bepaald worden (gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling, Toekomstcontract, overkoepelende beleidsplannen,...) worden overgeschreven op het grondgebied dat de afzetkring uitmaakt.

2. Benadrukking van de voornaamste liggingscriteria die beantwoorden aan de doelstellingen van het voorontwerp zoals geldig verklaard in punt 3 van hoofdstuk I

Volgende gegevens worden in ieder geval onderzocht :

2.1. **Kenmerken van de afzetting** : kwaliteit van de gesteenten (beschikbare natuur- en scheikundige analyses of kwaliteitslabels), geschatte reserves (berekenningsmethodes uitleggen) en uitbaatmogelijkheden.

2.2. **Ligging van de site tegenover bestaande uitbating en tegenover huidige en toekomstige afnemers**

2.3. **Bereikbaarheid**

2.4. **Bestaan van noodzakelijke infrastructuur.**

2.5. **Uitbaatmogelijkheden in functie van de voornaamste bodembezettingen (gevolgen van de onverenigbaarheid van de ontginningsactiviteit met de andere bodembezettingen en de menselijke activiteiten)**

3. Validering van de ligging van het voorontwerp

Hier wordt nagegaan of de ligging van het voorontwerp niet in tegenspraak komt te staan met de gewestelijke opties onderkend in punt 1 en de liggingscriteria uiteengezet in punt 2 naleeft.

4. Onderzoek naar en presentatie van wisseloplossingen inzake ligging van het voorontwerp

Doel is liggingsvarianten voor het voorontwerp te zoeken en aan te nemen door de liggingscriteria toe te passen die naar voren zijn gekomen in punt 2 toe te passen op het grondgebied van de afzetkring waarbij rekening wordt gehouden met de gewestelijke opties bepaald in punt 1.

Die liggingsvarianten worden beknopt voorgesteld.

5. Keuze van wisseloplossingen inzake ligging

Hier wordt de vergelijking gemaakt van het voorontwerp en van de liggingsvarianten wat betreft :

- de gewestelijke opties;
 - de liggingscriteria;
 - de menselijke, sociaal-economische en ecologische potentialiteiten en drukfactoren van het grondgebied van de afzetkring;
 - de kostprijs van de ontsluiting voor de gemeenschap;
- en worden één of meer liggingsvarianten uitgekozen.

Als er geen enkele liggingsvariant beter aan de liggingscriteria beantwoordt dan het voorontwerp, hoeft er geen wisseloplossing uitgekozen te worden.

6. Planologische compensatie

Validering van de geschiktheid van de ligging van de planologische compensaties ten opzichte van de economische, sociale, ecologische en erfgoedbehoeften, als van de bestaande feitelijke toestand.

Voorstelling van wisseloplossingen inzake ligging indien nodig.

* * *

FASE II

Hoofdstuk IV. — *Aanwijzing en analyse van de drukfactoren en de potentialiteiten van de sites uit het voorontwerp en de liggingsvarianten*

• 1. Omschrijving van het regelgevend verband

1.1. Inrichtingsgebieden en -omtrekken conform de regelgeving

1.1.1. **Gewestelijk niveau** (gewestplan, gewestelijk stedenbouwkundig reglement, saneringsplan per onderstroomgebied, algemeen reglement op gebouwen in landbouwgebieden, ...)

1.1.2. **Gemeentelijk niveau** (bijzonder plan van aanleg, gemeentelijk plan van aanleg, gemeentelijk milieuplan voor duurzame ontwikkeling, gemeentelijk natuurbevorderingsplan, gemeentelijk structuurplan, gemeentelijk stedenbouwkundig reglement, algemeen gemeentelijk afwateringsplan, ...)

1.2. Goederen waarvoor een bijzondere regelgeving geldt

1.2.1. **Fauna en flora** (rechtsstatuut van de bossen en wouden, natuurpark, natuureservaten, Natura 2000-omtrekken, ruimten van gemeenschapsbelang, natuurlijke habitats (decreet van 6 december 2001) en soorten van gemeenschapsbelang, ...) (art. 42, 5°)

1.2.2. **Menselijke activiteiten** (rechtsstatuut van de wegen en verkeerswegen, autonoom net voor traag verkeer, industrieën en uitrusting met een hoog SEVESO-risicogehalte, ...) (art. 42, 6°)

1.3. **Omtrekken met vergunningsplicht en beperking van burgerlijke rechten (bestaande verkavelingen, omtrekken waarin het Rampenfonds tussenbeide kwam, onroerende goeden met voorkeurecht, onroerende goeden met onteigening ten algemene nutte, ...)**

1.4. **Omtrekken die blijvend deel uitmaken van operationele inrichtingsmaatregelen (ruilverkavelingsomtrekken, stadheroplevingsomtrekken, stadsvernieuwingsomtrekken, bevoorrechte initiatiefgebieden, ...)**

1.5. **Erfgoed- en archeologische sites (beschermde monumenten en sites, met inbegrip van de archeologische opgravingen, monumentaal erfgoed van België, lijst der waardevolle bomen en heggen, ...)**

6. **Drukfactoren van leefmilieu** (ondergrondse holten van wetenschappelijk belang, vochtige gebieden met een biologisch belang, riviercontracten, gevoelige natuurgebieden, biologisch zeer waardevolle gebieden, speciaal beschermde gebieden voor avifauna, oppervlakte met een landschappelijke waarde, dichtbijgelegen en afgelegen preventiegebieden, toezichtsgebieden op waterwinningen, kwetsbare gebieden met de voornaamste waterhoudende lagen, ...)

7. **De regelgevingstoestand van het bedrijf** (vergunningen en toelatingen voor de huidige site, beroepsverzoeken, eventuele overtredingen op het gewestplan of de vergunningen, ...) als het voorontwerp de uitbreiding van het bedrijf beoogt.

• 2. Omschrijving van de menselijke en leefmilieukenmerken van de betrokken sites (art. 42, 3°)

De uitgestrektheid van dat grondgebied wordt aangepast volgens de in het vooruitzicht gestelde kenmerken. Ze wordt nader bepaald en punt voor punt beargumenteerd door het studiebureau.

2.1. Menselijke kenmerken

- 2.1.1. Bebouwing - Materiële goederen en erfgoederen** (stedenbouwkundige structuur en architecturale morfologie van de bebouwing en de openbare ruimten, cultureel erfgoed (beschermde sites en goederen, beschermde gebieden,...), dichtheidskaarten en ontwikkelingsplannen)
- 2.1.2. Boven- en ondergrondse openbare infrastructuren en uitrustingen** (wegen, spoorwegen, hoogspanningslijnen en zeer hoge spanningslijnen, telefoonlijnen, ondergrondse leidingen, ...) + cartografie en evolutie van de capaciteiten)
- 2.1.3. Menselijke activiteiten** (aard en kenmerken van de huidige en potentiële activiteiten w.o. landbouw, toerisme, gevoelige sociaal-culturele uitrustingen zoals rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra, ziekenhuizen, andere gevoelige menselijke bezigheden of (Seveso) industriële activiteiten, ...)

2.2. Leefmilieukenmerken

- 2.2.1. Geologie** (Wordt indien nodig besproken)
- 2.2.2. Pedologie** (karakterisering van de bodemsoort, kwaliteit en zeldzaamheid, een uittreksel van de pedologische kaart bijvoegen)
- 2.2.3. Hydrologie en hydrogeologie** (stroomgebieden, deelstroomgebieden, categorie van de waterlopen, watervlakken, hydrogeologische kaart, waterhoudende laag (soort opgeven), piezometrie, waterwinningen, kwetsbare gebieden, beschermings- en bewakingsgebieden, gebieden onderhevig aan drukfactoren vanwege het leefmilieu, ...)
- 2.2.4. Topografie en landschappen** (geomorfologie en landschappelijk waardevolle omtrekken, ADESA-vergezichten, uitzicht op het landschap vanaf de site en op de site vanuit een afgelegen punt in de omtrek + foto's, ...)
- 2.2.5. Lucht en klimaat** (beschikbare gegevens over de luchtkwaliteit recht tegenover de woningen en de woon-, de recreatiegebieden, de gevoelige gebieden zoals de dichtstbijgelegen rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra, plaatsing van Owen-meetinstrumenten, klimaatgegevens, overheersende windrichting, op grond van de gegevensverwerking van het dichtstbij gelegen weerstation, luchtmonsters en -analyses, natuurschermen, ingebedde valleien, bijzondere situaties,...)

6. Geluidshinder en trillingen (huidige bronnen en niveaus (akoestisch onderzoek) recht tegenover de woningen en de woongebieden, recreatiegebieden, gevoelige gebieden zoals rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra en de dichtstbijgelegen gebieden met een technologisch risico, bestaande of gemeten gegevens, de plaatsen van de metingen aangeven, alsook data en uren)

7. Fauna en flora (inventaris en omschrijving van de soorten en de habitats, de bijzondere biotopen, de aquatische en moerasbiotopen, eventuele aanwezigheid van soorten en beschermde milieus)

- **3. Conclusies over de analyses van de drukfactoren en de potentialiteiten** (art. 42, 3°)

* * *

Hoofdstuk V. — Aanduiding van de waarschijnlijke gevolgen van de uitvoering van het ontwerp op mens en leefmilieu

Doel is de niet-verwaarloosbare vermoedelijke drukfactoren en effecten (cumulatieve secundaire synergische, korte-, middellange- en langetermijneffecten, permanente en tijdelijke zowel positieve als negatieve effecten) op mens en leefmilieu duidelijk te maken. (Art 42, 8°)

Indien de uitvoering van het (de) ontginningsgebied(-en) gefaseerd verloopt, dienen de effecten bepaald te worden in de verschillende stadia van die uitvoering.

Er wordt een onderscheid gemaakt tussen de effecten op de site beoogd bij het voorontwerp en de effecten op de naburige gebieden.

Die analyse dient uitgevoerd te worden voor de site van het voorontwerp en de liggingsvarianten.

1. Impact op de leefkwaliteit (gezondheid, veiligheid, hygiëne, ...)

- 1.1. Bebouwing** (verband van het project met de bestaande agglomeratie en de aangrenzende eigendommen, verenigbaarheid met eventuele ontwikkelingsschema's, met de bestaande uitrustingen en de infrastructuur)
- 1.2. Effecten op de materiële goederen en het culturele erfgoed** (beschermde monumenten en sites en archeologische opgravingen, barsten in gebouwen, aantasting van de stabiliteit van de gebouwen, verdwijning of verslechtering van gemeentepaden en wegen, ondergrondse leidingen (water, elektriciteit, gas, telefoon,...), elektrische lijnen, ...)
- 1.3. Verkeer** (rechtstreeks, onrechtstreeks - aantal vrachtwagens per dag, reisweg, nuttig laadvermogen, effecten op het wegen- en snelwegnet, de infrastructuren en de mobiliteitsstromen, ...)
- 1.4. Mijnschoten** (trillingen recht tegenover de woningen en de woongebieden, recreatiegebieden, gevoelige gebieden zoals de dichtstbijgelegen rusthuizen, kinderopvangcentra en de dichtstbijgelegen gebieden met een technologisch risico, site-effecten, ...)
- 1.5. Geluidshinder** (recht tegenover de woningen en de woongebieden, recreatiegebieden, gevoelige gebieden zoals de dichtstbijgelegen rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra)
- 1.6. Lucht en klimaat** (stof - installatie van Owen-meetinstrumenten -, mistvorming, geurhinder, ...)
- 1.7. Topografie en landschappen** (tijdens en na de ontginningsactiviteit, synthesesfoto's maken)

2. Impact op de menselijke activiteiten (toeristische activiteiten, SEVESO-activiteiten, land- en bosbouwbedrijvigheid, ...) (art. 42, 9°)

3. Impact op bodem en ondergrond (karst, mijnwerkzaamheden, grondverschuiving, erosie, of andere geotechnische drukfactoren, ...)

4. Impact op de hydrogeologie en hydrologie

4.1. Wijziging van het hydrogeologisch stelsel (verlaging van de grondwaterstand, grondverzakking, invloed op de waterwinningen en het hydrografisch stelsel, ...)

4.2. Wijziging van het hydrologisch stelsel (debiet en vuilvracht van de waterlopen, overstromingen na lozing van bemalingswater, verdwijning/ontstaan van vochtige gebieden, ...)

4.3. Inzet van tot drinkwater verwerkbaar watervoorraden

5. Impact op de fauna, de flora, de biodiversiteit

Tijdens en na de uitvoering van het project, verslechtering en verlies van faunistische habitats en ecosystemen, potentiële impact op soorten en habitats van soorten, met een gemeenschapsbelang, Natura 200-omtrekken, ... (wetgeving inzake natuurbehoud en Europese richtlijnen 79/409/EEG en 92/43/EEG)

6. Interactie tussen die verschillende factoren

7. Kenmerken van de gebieden die op niet-verwaarloosbare wijze beïnvloed zouden kunnen worden (art. 42, 4^o)

Doel is om ten opzichte van de punten 1 t.e.m. 6 zoals hierboven de gebieden aan te duiden die op niet-verwaarloosbare wijze beïnvloed zouden kunnen worden, de leefmilieukenmerken van die gebieden aan te geven en erop te wijzen hoe die kenmerken door het ontwerp gewijzigd dreigen te worden.

* * *

Hoofdstuk VI. — Onderzoek naar de uit te voeren maatregelen ter voorkoming, vermindering of compensatie van de negatieve effecten of ter versterking of verhoging van de positieve effecten van het voorontwerp of de liggingsvarianten**1. Voorstelling van de afbakenings- en uitvoeringsvarianten** (art. 42, 11^o)

De afbakeningsvarianten zijn wisseloplossingen voor de omtrek van de gebieden.

De uitvoeringsvarianten beantwoorden bijvoorbeeld aan :

- een nadere omschrijving van de bestemmingen van de gebieden;
- een fasering van de bezetting;
- technische uitrustingen of bijzondere inrichtingen; ...

Op schaal van het invloedsgebied zijn de grondslagen voor de aanduiding van de afbakeningsvarianten en de uitvoeringsvarianten :

- beantwoorden aan de doelstellingen van het voorontwerp;
- beantwoorden (artikel 1e, 1) aan het bepaalde van het Wetboek en andere gewestelijke regelgevende of beleidsbepalende documenten;
- zo goed mogelijk gebruik maken van de potentialiteiten en de dwingende omstandigheden van het gebied : de negatieve effecten zo klein mogelijk houden en de positieve effecten begunstigen op sociaal, economisch en ecologisch vlak.

2. Uit te voeren maatregelen (art. 42, 10^o)

De uit te voeren maatregelen ter voorkoming, vermindering of compensatie van de negatieve effecten of ter versterking of verhoging van de positieve effecten op het leefmilieu dienen voor elke variant aangeduid te worden.

Als dergelijke maatregelen in het voorontwerp aanwezig zijn, dient nagegaan te worden of ze afgestemd zijn op de doelstellingen van de herziening en de bijzonderheden van de omgeving. Indien nodig kunnen nieuwe voorschriften worden toegevoegd.

2.1. Bijstelling van de regelgevende zonerings (met inbegrip van de omtrekken bepaald in art. 40 van het Wetboek), met inbegrip van de gebieden die de planologische compensatie vormen.

2.2. Opstellen van bijkomende voorschriften

Die bijkomende voorschriften kunnen het volgende inhouden (artikel 41 van het Wetboek) :

- o een nadere omschrijving van de bestemmingen van het (de) gebied(en)
- o de uitvoering van een gemeentelijk plan van aanleg;
- o de fasering van de bezetting van het (de) gebied(en);
- o de omkeerbaarheid van de bestemmingen indien er geen uitvoering is na verloop van een bepaalde tijd. ..

2.3. Aanduiding van technische uitrustingen en bijzondere inrichtingen**4. Geschatte doeltreffendheid van die niet-herleidbare maatregelen en residuele effecten**

3. Opmeten in hoeverre de doelstellingen die relevant zijn voor de bescherming van het menselijk en natuurlijk milieu in het kader van de herziening van het gewestplan in rekening zijn gebracht (art. 42, 7^o)

De in overweging te nemen doelstellingen inzake bescherming van het leefmilieu slaan minstens op volgende onderwerpen : de biodiversiteit, de bevolking, de menselijke gezondheid, de fauna, de flora, de bodems, het water, de lucht, de klimaatfactoren, de materiële goederen, het culturele erfgoed met inbegrip van het architectonisch en het archeologisch erfgoed, de landschappen en de interacties tussen die factoren.

Het betreft de doelstellingen inzake milieubescherming die "relevant" zijn voor bedoeld plan. De relevantie van een doelstelling wordt beoordeeld naar de waarschijnlijke aanzienlijke effecten van het plan op het leefmilieu zoals hierboven omschreven.

De in overweging te nemen doelstellingen inzake bescherming van het leefmilieu zijn die, welke vastgesteld zijn op internationaal, communautair of lidstatenniveau.

Wat het communautaire niveau betreft, kunnen die doelstellingen afgeleid worden uit meer bepaald het zesde milieuactieprogramma, maar eveneens uit de verschillende Europese richtlijnen zoals de kaderrichtlijn voor het waterbeleid.

Bij opname van de internationaal of Europees vastgestelde doelstellingen in nationaal, gewestelijk of lokaal vastgestelde doelstellingen hoeven enkel laatstgenoemden in overweging te worden genomen.

4. Vermoedelijke evolutie van de leefmilieutoestand als het plan niet wordt uitgevoerd (art. 42, 3°)

Hier wordt de waarschijnlijke ontwikkeling van de leefmilieukennmerken opgegeven van de gebieden die op niet-verwaarloosbare wijze beïnvloed zouden kunnen worden (zie hfdst IV, punt 7) indien een herziening van het gewestplan uitblijft.

* * *

Hoofdstuk VII. — Verantwoordingen, aanbevelingen en opvolging van de uitvoering van het gewestplan

1. Verantwoording en vergelijking van het voorontwerp en de verschillende afbakenings- en uitvoeringsvarianten (art. 42, 11°)

De verantwoording gebeurt op grond van artikel 1e, § 1 van het Wetboek en de analyse van de voorgaande hoofdstukken.

In de vorm van een tabel berust de vergelijking minstens op onderstaande elementen : effecten (zowel positieve als negatieve) op het leefmilieu, uit te voeren maatregelen ter verzachting van de maatregelen, overige effecten.

Erop wijzen welke de voornaamste potentialiteiten en drukfactoren van het herzieningsontwerp van het gewestplan zijn.

Conclusies over de aanvraag en, in voorkomend geval, aanbevelingen formuleren.

2. In het vooruitzicht gestelde maatregelen voor de opvolging van de uitvoering van het gewestplan (art. 42, 13°)

Zaak is, de lijst op te maken van de niet-verwaarloosbare effecten, opvolgingsindicatoren voor die effecten voor te stellen, wijze van berekening of vaststelling ervan, de gebruikte gegevens en hun bron, evenals hun grenswaarden.

De auteur kan raad geven over punten die in het vergunningsaanvraagdossier en het effectonderzoek van het ontwerp uitgewerkt moeten worden.

* * *

Hoofdstuk VIII. — Omschrijving van de evaluatiemethode en van de gerezen moeilijkheden

1. Omschrijving van de evaluatiemethode en van de gerezen moeilijkheden (art. 42, 12°)

Doel is de specifieke elementen van de evaluatiemethode te omschrijven en de moeilijkheden te bepalen die met name tijdens de verzameling van gegevens en de methoden voor de schatting van de behoeften ondervonden zijn.

2. Grenzen van het onderzoek (art. 42, 12°)

De auteur van het onderzoek geeft aan welke moeilijkheden gerezen zijn en op welke punten hij niet dieper is kunnen ingaan en die eventueel uitgediept kunnen worden in toekomstige effectonderzoeken.

* * *

Bibliografie

* * *

Niet-technische samenvatting

Inhoudstafel, gevolgd door de lijst van de kaarten, figuren en foto's (met opgave van het nummer van de bladzijde waar ze zich bevinden).

De niet-technische samenvatting is een onafhankelijk document van hoogstens dertig tekstbladzijden. Met een kaart-, figuur- en kleurenfotodocumentatie.

Dat document moet het effectonderzoek van het plan samenvatten en het omzetten naar een niet-technische taal om het begrijpelijk te maken voor een publiek van niet-kenners en de deelneming van de burgers aan het openbaar onderzoek bevorderen.

De voorgestelde positieve en negatieve effecten en verzachtende maatregelen (aanbevelingen) worden in een samenvattingstabel gepresenteerd.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2007 tot aanvulling, door de opnemings van groengebieden in de gehuchten "Fosse d'Hautrage", steengroeve "Villerot-village" en steengroeve "Culot", van het besluit van de Waalse Regering van 4 december 2003 tot herziening van het gewestplan Bergen-Borinage en tot goedkeuring van het voorontwerp van herziening met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied als uitbreiding van het ontginningsgebied van de steengroeve "le Danube" op het grondgebied van de gemeente Saint-Ghislain (bladen 45/2 en 45/6).

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE